

Campagne électorale

Début timide et anarchie à Alger

Comme pour les précédentes élections, la campagne électorale commence timidement à Alger. Elle est toutefois caractérisée en ce premier jour, par l'anarchie.

Page 3

Eau potable

Une hausse de la tarification n'est pas exclue

Page 2

Malgré les mesures prises par le gouvernement

L'importation des produits alimentaires en hausse

La facture des importations des produits alimentaires reste assez importante en dépit des difficultés économiques et des mesures prises par le gouvernement pour rationaliser les dépenses.

Page 3



Enseignement

Un budget insuffisant pour une éducation de qualité

Page 2



Elle dépassera un million de tonnes

Une production record de dattes attendue

La production nationale de dattes connaîtra cette année, un saut quantitatif qui redonne de l'espoir à cette culture appelée à devenir une alternative aux hydrocarbures. En effet, la Chambre de commerce et d'industrie des Zibans prévoit une production record cette année.

Page 4



Le Front du Nord
Des Belges et la guerre d'Algérie (1954-1962)

Les Belges dans la guerre d'Algérie

Une solidarité peu connue

cruelle, aux côtés des Algériens auxquels ils ont apporté une aide sur plusieurs fronts : politique, médiatique, humanitaire, médical et judiciaire.

Tout au long de cette guerre de Libération nationale, ces militants belges ont aidé le Front de libération nationale (FLN) à transporter et distribuer des documents, à rassembler et transmettre les cotisations, voire des armes. Ils ont surtout aidé à faire passer la frontière à des centaines de militants algériens pourchassés en France et leur trouver un asile en Belgique, ainsi que défendre les détenus devant les tribunaux belges et français. «En France, les combattants algériens sont considérés comme des

terroristes et risquent la guillotine, en Belgique, ils font l'objet de dénonciations, et les services de police des deux pays coopèrent étroitement», écrit la journaliste belge Colette Braeckman dans son carnet Le Front du Nord : des Belges dans la guerre d'Algérie. Si les militants français s'étaient organisés au sein du «réseau Jeanson» pour soutenir le FLN en France, les Belges ont créé un «comité pour la paix en Algérie» et un collectif d'avocats. Lorsque ce réseau français de «porteurs de valises» a été démantelé en février 1960, les Belges ont pris le relais pour mettre sur pied d'autres réseaux d'exfiltration de détenus algériens.

Page 6

Un mouvement de solidarité avec les Algériens qui se battaient pour leur indépendance a été créé en Belgique pendant la guerre de Libération nationale par des Belges, partageant les convictions morales et politiques de ceux qui luttèrent contre le colonialisme, mais leurs actions restent, pour la plupart non révélées à ce jour.

De nombreux militants belges anticolonialistes se sont engagés, en effet, durant cette guerre particulièrement



Secteur de l'Education

Un budget insuffisant pour une éducation de qualité

Les affectations allouées au ministère de l'Education nationale, dans le cadre du budget de fonctionnement de l'année 2018, s'élèvent à 709,5 milliards de dinars, soit une baisse de 36,7 milliards de dinars par rapport à l'année dernière, indique Nouria Benghebrit, qualifiant cette somme de considérable, mais pas suffisante pour garantir une éducation de qualité.



Par Karima Nacer

Toutefois, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit explique que la réduction du budget du secteur de l'Education prévue dans le projet de la loi de finances (2018) au titre du prochain exercice, s'inscrivait dans le cadre de l'orientation de l'Etat depuis 2015 pour la rationalisation des dépenses publiques, soulignant qu'en matière de dépenses, son secteur focalisait sur la formation et les ressources humaines.

La première responsable du secteur a ajouté que 91,13% de ce budget était consacré aux salaires, tandis que 8,86% couvre les autres dépenses à l'instar des aides destinées aux activités éducatives, culturelles et sociales, soutenant que 15,8 milliards de dinars étaient affectés aux opérations de soutien à la scolarisation et 15,5 milliards de dinars aux œuvres sociales. Mme Benghebrit a, par ailleurs, indiqué que le budget d'équipe-

ment alloué au secteur a connu une baisse depuis 2012. Derrière cette baisse figurent des causes qu'elle a qualifiées d'objectives, dues essentiellement au retard accusé dans la réalisation des projets, en raison du manque de main-d'œuvre et d'assiettes foncières, en particulier. Le budget d'équipement inscrit au titre du PLF 2018 est estimé à 22,8 milliards de DA, dont 16,7 milliards de DA alloué au nouveau programme et 6 milliards de DA à la réévaluation. Quant aux infrastructures de base, le budget d'équipement pour l'année prochaine comprend des opérations portant sur l'étude et le suivi de réalisation de 27 lycées, 73 cantines, 50 établissements au régime de demi-pension, cinq établissements au régime d'internat, et 83 unités de dépistage et de suivi (UDS). Intervenant devant les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre des débats sur le budget consacré à son secteur au titre de la loi de

finances 2018, Benghebrit a précisé, que malgré la situation financière que traverse le pays, la garantie de l'accès à l'Education est une priorité de l'Etat et ce, en consécration des deux principes constitutionnels, à savoir l'équité et l'égalité des chances. Dans ce cadre, la ministre a rappelé la décision du Président de la République concernant le dégel de l'ensemble des projets du secteur de l'Education. Une décision saluée par la Commission qui intervient, ajoute Benghebrit, après deux autres décisions s'inscrivant dans le même sens. Il s'agit de la première prise en décembre 2016, portant sur le dégel de 120 opérations concernant 81 écoles primaires, 41 CEM et 23 lycées. Quant à la deuxième décision, elle date de juillet 2017, portant sur le dégel de projets de réalisation de 42 écoles primaires dans les wilayas frontalières.

La bonne gouvernance dans la gestion des établissements scolaires a été au centre d'un

séminaire de formation ayant regroupé, hier à Illizi, les provinciaux de lycées de la wilaya.

La rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du programme du ministre de l'Education nationale portant initiation à la notion de la bonne gouvernance dans la gestion des établissements scolaires, vise à promouvoir leur fonctionnement et la création de nouveaux mécanismes de gestion devant influencer positivement sur la rentabilité des établissements à tous les niveaux, a indiqué l'inspecteur de l'administration des lycées au ministère de l'Education nationale, Mimoun Bougherari. Les participants ont soulevé une série de questions et de préoccupations concernant la gestion, l'examen de certaines contraintes afférentes à l'élaboration des emplois du temps, ainsi que les voies d'une gestion meilleure des établissements pour contribuer à la promotion de l'enseignement et répondre aux attentes du système éducatif dans la wilaya d'Illizi. **K.N.**

Eau potable

Une hausse de la tarification n'est pas exclue

Une hausse de la tarification de l'eau potable n'est pas exclue à l'avenir, a déclaré, samedi à Bouira, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, au cours d'un point de presse tenu en marge de sa visite dans la wilaya où il a inauguré une série de projets relevant de son secteur.

«Une hausse du prix du mètre-cube n'est pas exclue dans les mois à venir. Le citoyen doit savoir que ce prix est subventionné par l'Etat pour qu'il soit vendu au citoyen à un prix symbolique qui est de 20 dinars actuellement, mais le coût réel du mètre-cube d'eau potable évalué par l'Algérienne des eaux (ADE) est de 60 dinars», a soutenu M. Necib en réponse à une question sur le sujet.

Le ministre a saisi cette occasion pour souligner l'ampleur des projets engagés par l'Etat dans le secteur des ressources en eau en vue de satisfaire la demande à travers toutes les communes du pays en matière d'eau potable.

Il a rappelé, à ce propos, que le gouvernement allait consacrer, en 2018, une enveloppe de 100 milliards de dinars dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD), dont la priorité absolue est de booster le renouveau rural, par le biais d'une série de projets à engager, notamment l'alimentation en eau potable, a expliqué M. Necib.

Ce budget de 100 milliards de dinars est trois fois plus important par rapport aux années précédentes, a-t-il ajouté, précisant que son département avait déjà entamé les préparatifs pour la prise en charge des 22 wilayas du pays souffrant de perturbations dans l'alimentation en eau potable.

«Il n'y a pas de crise en matière d'eau potable en Algérie, mais on peut parler de perturbations dans l'alimentation», a tenu à nuancer le ministre, précisant qu'il est «vrai que 22 wilayas à travers le pays connaissent ce problème. Nous avons déjà entamé le travail pour prendre en charge leur préoccupation en matière d'alimentation et ce avant l'été 2018».

R. N.

Enseignement supérieur

Prochaine conférence nationale sur les oeuvres universitaires

Une conférence nationale sur les oeuvres universitaires sera tenue au début de l'année prochaine pour promouvoir la vie estudiantine dans les campus, a annoncé, hier à Oran, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar.

Intervenant à l'ouverture des travaux d'une conférence nationale des universités, le ministre a indiqué que les préparatifs de cette prochaine conférence sont en cours. Cette rencontre, prévue au début de l'année

2018, a pour objectif d'améliorer la qualité des prestations assurées aux étudiants et promouvoir la vie estudiantine dans les campus.

Cette conférence regroupera des représentants du corps universitaire et scientifique ainsi que toutes les parties concernées issues des milieux économique et social. La rencontre interviendra comme un espace permettant d'établir un état des lieux de la situation actuelle des oeuvres universitaires et de tracer de nouvelles perspectives en vue de leur amélioration à partir d'une vision

de réforme participative consacrant le caractère de service public de ce système, a souligné le ministre. Il s'agit de mettre en exécution des décisions prises au niveau des conférences régionales et de la conférence nationale des universités. La prochaine rencontre sur les uvres universitaires vise à améliorer les prestations fournies ainsi que leur gouvernance en alliant entre les principes d'équité et d'efficacité, a encore ajouté Tahar Hadjar.

Le ministre a appelé, en outre, les chefs des établissements universi-

taires à ouvrir les portes du dialogue et de consultation avec toutes les composantes du corps universitaire. Il a également insisté sur la nécessité d'adopter cette méthode à tous les niveaux pour résoudre les problèmes soulevés en temps réel pour ne pas perturber et déstabiliser l'établissement universitaire dans ses missions de formation et de recherche.

Pour rappel, cette conférence nationale à laquelle ont assisté des chefs de conférences régionales des universités, des recteurs et des

cadres du ministère a été marquée par la présentation de communications sur le bilan de la rentrée universitaire 2017/2018, le système national de recherche scientifique et technologique ainsi que la relation entre l'université et les entreprises économiques.

En marge de cette rencontre, une convention a été signée entre l'Office des publications universitaires (OPU) et le Centre de recherche en informatique (Cerist) pour développer le livre électronique universitaire.

Bilal L.

Malgré les mesures prises par le gouvernement

L'importation des produits alimentaires en hausse

La facture des importations des produits alimentaires reste assez importante en dépit des difficultés économiques et des mesures prises par le gouvernement pour rationaliser les dépenses.



Par M. Ait Chabane

Durant les neuf premiers mois de l'année en cours, elle a enregistré une hausse de l'ordre de 6,4% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 6,11 milliards de dollars à 6,5 milliards de dollars. Selon les chiffres communiqués par le Centre national de l'information et des statistiques (Cnis), relevant des Douanes algériennes, seules les importations de céréales et de viandes ont enregistré une légère baisse durant cette période passant respectivement de 2,13 à 2,11 milliards de dollars et de 185,24 à 168,23 millions de dollars. Sinon, c'est tous les autres produits alimentaires importés de l'étranger qui ont connu des hausses. C'est le cas des laits et produits laitiers, dont la facture a bondi à 1,15 mil-

liard de dollars entre début janvier et fin septembre 2017, contre 727,5 millions de dollars durant la même période de l'année dernière, en hausse de 58,23%. Les sucres et les sucreries se sont chiffrés à 827,96 millions de dollars contre 678,34 millions de dollars, soit une augmentation de 22,06%. Quant à la facture d'importation du café et thé, elle a atteint 323,54 millions de dollars contre 297,22 millions de dollars (+8,86%). Pour les légumes secs et autres, ils ont été importés pour un montant de 264,34 millions de dollars contre 206,91 millions de dollars (+27,8%). Par contre, les viandes ont été importées pour 168,23 millions de dollars contre 185,24 millions de dollars sur la même période de 2016, soit une diminution de 9,2%. Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le

Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont grimpé à 612,2 millions de dollars contre 540 millions de dollars, en hausse de 13,4%. En revanche, la facture d'importation des médicaments a reculé en passant à 1,42 milliard de dollars contre 1,49 milliard de dollars, en baisse de 5,01%, selon les chiffres du Cnis. Une légère baisse appelée à se poursuivre durant les mois à venir, au vu des nouvelles dispositions prises par le gouvernement pour réduire drastiquement les importations en médicaments à la fois pour économiser des devises et surtout encourager la production nationale en la matière. Pour rappel, le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, a annoncé récemment que son département ministériel entend réduire les importations du pays à 41 milliards de

dollars à la fin 2017 et à 30 milliards de dollars en 2018, et ce, pour préserver les réserves de change et protéger la production nationale. Néanmoins, la facture des importations en général reste assez importante, malgré les promesses sans cesse répétées des pouvoirs publics pour assainir le commerce extérieur en réduisant significativement les dépenses liées aux importations. Beaucoup d'efforts restent à consentir dans ce sens, notamment en ce qui concerne l'importation des biens alimentaires qui confirment encore une fois la réalité amère de la société de consommation qu'est l'Algérie, à défaut de renforcer l'outil de production national tel que ressassé dans le discours des officiels. Une démarche qui handicape sérieusement l'éclosion d'un nouveau modèle économique tant souhaité sur le papier.

M. A. C.

Campagne électorale

Début timide et anarchie à Alger

Par Sofiane Ait M.

Comme pour les précédentes élections, la campagne électorale commence timidement à Alger. Elle est toutefois caractérisée en ce premier jour, par l'anarchie.

Selon le constat fait par l'APS, les divers quartiers d'Alger ont renoué avec l'ambiance de la campagne électorale à travers la mise en place de panneaux électoraux destinés à faire connaître aux électeurs les potentiels des nouveaux membres des 57 APC relevant de la capitale, ainsi que de l'APW. En revanche, l'engagement des citoyens n'est pas encore au rendez-vous ces derniers ne semblant pas accorder de l'intérêt à cette nouvelle donne dans leur quotidien, comme il a été observé. Cela étant, l'opération d'affichage révèle, aux premières heures de son lancement, la présence de certaines formations politiques plutôt que d'autres, à l'instar du Mouvement pour la société et la paix (MSP), du Front national algérien (FNA), du Front des forces socialistes (FFS), du Rassemblement pour la culture et la démocra-

tie (RCD), du Front de libération nationale (FLN) et du Rassemblement national démocratique (RND) dont les militants ont commencé à placarder les listes des candidats, sous leurs sigles respectifs. Dans le quartier d'El Madania et faisant face au siège du ministère de la Santé, le MSP est le seul à présenter ses candidats et à occuper un panneau d'affichage sur les 23 destinés aux partis et autres alliances politiques ou aux Indépendants. Même constat sur le mur longeant le CHU Mustapha-Bacha et menant vers le Palais du peuple (ex-rue Bobillot). Dans d'autres avenues de ce quartier, le Mouvement est encore présent sur d'autres supports, parfois doublement, sous le numéro 44 et arborant le slogan «Elu responsable, développement équitable». Il en est de même dans d'autres quartiers de la capitale, comme les très importants, Didouche Mourad, 1^{er} Mai, Sidi M'hamed ou encore Mohamed Belouizdad. A la placette du 11 Décembre 1960 relevant de cette dernière circonscription administrative, le MSP a affiché, à deux reprises, ses militants, briguant les sièges de

l'APC de Sidi M'hamed aux côtés du RCD, identifiable sous le chiffre 31 et le slogan «Une gestion efficace». Sous le n° 45 et affichant le slogan «Pour la justice et l'équité» le FNA est également présent dans cette circonscription. Au plan national, ce parti compte «associer les citoyens à la gestion des Assemblées élues et à leur permettre d'exprimer leurs préoccupations par le dialogue». Le RND entend convaincre ses potentiels électeurs par le slogan «Des Assemblées locales au service du développement local». Le FFS a, quant à lui, entamé l'affichage de ses listes dans la commune de Bir Mourad Raïs, sous le n° 4 et le slogan «Solidarités locales, consensus national», a-t-on, en outre, observé. Comme à chaque campagne électorale, le même phénomène est parfois observé et déploré : un affichage «sauvage» des listes des candidatures qui se fait au mépris total de la réglementation codifiant cette procédure. Tous les supports sont les «bienvenus» pour les militants récalcitrants au respect de la loi en vigueur.

S. A. M.

Elections

La révision annuelle des listes électorales s'achève demain

La révision annuelle des listes électorales, qui a débuté le 2 octobre dernier pour permettre aux jeunes âgés de 18 ans et aux personnes ayant changé de résidence de s'inscrire dans leur nouvelle commune de résidence en vue des prochaines échéances électorales, s'achèvera demain.

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire avait invité tous les citoyens non inscrits sur ces listes et ayant atteint l'âge de 18 ans révolus (au 31 décembre 2017) à demander leur inscription sur la liste électorale de leur commune de résidence.

Les personnes ayant changé de résidence étaient également invitées à se rapprocher de leur nouvelle commune de résidence pour prendre en charge la procédure de radiation et d'inscription.

Par ailleurs, l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en perspective des élections locales du 23 novembre prochain qui s'est étalée du 30 août au 13 septembre, avait permis, quant à elle, l'enregistrement de 691 727 nouveaux inscrits dont 49 170 ont atteint l'âge de 18 ans, 210 579 ayant changé de lieu de résidence et 412 774 ayant atteint l'âge, mais qui n'ont jamais été inscrits.

La même opération avait permis aussi la radiation de 360 291 personnes dont 63 725 pour décès, 118 031 personnes qui cumulaient plus d'une inscription, 173 186 personnes suite à un changement de lieu de résidence et 1 278 inscrits qui ont perdu la qualité d'électeur.

Le nombre d'électeurs avant la fin de la révision exceptionnelle des listes électorales était de 22 296 037 électeurs dont 691 727 nouveaux inscrits. Pour ce qui est du nombre de candidats ayant postulé pour ce rendez-vous électoral, le chiffre a atteint 165 000 candidats pour les Assemblées populaires communales (APC) répartis sur 9 575 listes électorales et 16 600 candidats pour les Assemblées populaires de wilaya (APW), répartis sur 621 listes.

Un total de 12 457 centres de vote dont 342 nouveaux centres, 55 866 bureaux de vote dont 3 111 nouveaux bureaux sont prévus pour cette consultation électorale, alors que 4 734 salles et lieux publics sont réservés pour les candidats à l'occasion de la campagne électorale dont le lancement est prévu hier

F. G.

Elle dépassera un million de tonnes

Une production record de dattes attendue

La production nationale de dattes connaîtra cette année un saut quantitatif qui redonne de l'espoir à cette culture appelée à devenir une alternative aux hydrocarbures. En effet, la Chambre de commerce et d'industrie des Zibans prévoit une production record cette année.



Par Rachid Chihab

Elle est estimée à plus d'un million de tonnes contre 600 000 tonnes seulement en 2012. «L'Algérie est classée parmi les principaux pays producteurs de dattes (4^{ème} rang mondial, 14% de la production mondiale de dattes) avec une production qui connaît une croissance continue passant de 600 096 tonnes en 2012 à environ 1 100 000 tonnes en 2017 (toutes variétés confondues)», indique un communiqué de la Chambre de commerce. Ce dernier précise

que seulement 54 variétés parmi les 360 variétés existantes sont mises sur le marché national et international, principalement deglet nour, degla beida et ghars.

Des milliers de tonnes de dattes restent donc sous valorisées, voire même non utilisées et qui peuvent dépasser les 30% de production totale des dattes. Cela est essentiellement dû au retard accusé dans la technologie de transformation des dattes, déplore la même source. Durant ces dernières années, des efforts considérables ont été consentis en matière de transformation de la

datte à travers, notamment les investissements et la création des usines modernes spécialisées dans la transformation des dattes. En 2015, il a été enregistré environ 20 entreprises actives dans la transformation de la datte, ce chiffre qui a nettement augmenté, est passé à plus de 80 entreprises en 2017 dans différentes wilayas de l'Algérie pour obtenir des produits dérivés de datte comme le sucre de dattes, le miel, les dattes fourrées, le vinaigre de datte, la farine de datte, le café de datte ... Ces investissements constituent un élément révélateur des tendances de la

transformation des dattes en Algérie. Le présent projet a pour objectif d'unifier ces démarches, d'établir une synergie entre les différents secteurs, de profiter des expériences et des compétences des uns et des autres avec pour finalité la promotion de la valorisation de la datte algérienne.

Notons que la Chambre de commerce et d'industrie des Zibans et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie organisent la 3^{ème} édition du Salon international de la datte de Biskra Sldabtech et ce, du 2 au 5 décembre 2017.

R. C.

Alger Smart City

Réception début 2018 du premier grand fablab au profit des start-up

Un premier grand fablab (atelier de fabrication numérique) répondant aux normes internationales, destiné aux start-up et aux étudiants porteurs de solutions innovantes sera réceptionné début 2018 au niveau de deux locaux situés près des voûtes d'Alger, a-t-on appris auprès de la wilaya d'Alger

Un fablab est un laboratoire de fabrication mettant à la disposition des étudiants porteurs de solutions innovantes, un arsenal de machines et d'outils pour la conception et la réalisation de prototypes (passer du concept au prototype).

«Réalisé par l'Institut Haba (Pr Haba détient plus de 1 000 brevets d'invention aux Etats-Unies) dans le cadre du projet Alger Smart City, le premier grand fablab ouvrira prochainement ses portes dans la capitale et permettra aux jeunes inventeurs qui seront accompagnés par des experts, de mettre au point leurs prototypes en utilisant gratuite-

ment des machines et des outils numériques de haute technologie disponibles dans ce fablab», a précisé à l'APS, la responsable du projet Alger Smart City, Fatiha Slimani.

«Le fablab permet aussi aux start-up de réduire considérablement la durée et les coûts de développement conceptuel du prototype et la mise au point du produit pour un éventuel lancement sur le marché», a expliqué la responsable.

Elle a rappelé que la wilaya d'Alger de par son projet Alger Smart City avait décidé que la participation des start-up développées par de jeunes talents (valeurs locales) sera «hautement prioritaire afin de leur offrir une opportunité pour faire valoir leurs savoir-faire et les inciter ainsi à rester au pays et de ne pas aller voir sous d'autres cieux».

«L'intégration des start-up locales créées par de jeunes étudiants ayant développé

des solutions innovantes dans le projet Alger Smart Ville sera hautement bénéfique pour les investisseurs éventuels leur permettant d'acheter un produit local innovant sans avoir recours à l'étranger en dépensant des devises», a souligné Mme. Slimani.

Selon la responsable, pour permettre aux start-up locales de se développer rapidement, la wilaya d'Alger a encouragé l'installation d'incubateurs (endroit où se développent les start-up encadrés par des experts multidisciplinaires) ainsi que des accélérateurs qui se chargent de mettre les start-up en relation avec l'opérateur économique (potentiel acheteur de la solution technologique innovatrice développée par la start-up) afin de conclure des contrats.

«La wilaya d'Alger ne finance pas ces start-up, mais les aide à trouver l'opérateur économique (potentiel client) pour l'achat de cette solution», a-t-elle tenu à préciser.

R. N.

Partenariat Algérie
Poste-Ooredoo

Lancement de la nouvelle prestation de rechargement électronique «Storm»

L'entreprise publique Algérie Poste et l'opérateur privé de téléphonie mobile Ooredoo ont décidé du lancement du service de rechargement électronique de crédit «Storm» dans les bureaux de poste et sur le site Web d'Algérie Poste, annonce hier l'entreprise dans un communiqué.

Le service «Storm» permet au client de recharger sa ligne Ooredoo, aussi bien en espèces dans les bureaux d'Algérie Poste à travers le territoire national, ou bien en utilisant la nouvelle carte Edahabia via le site Web d'Algérie Poste (www.poste.dz) dans l'espace réservé Edahabia Baridi net, précise la même source.

A la faveur de ce «partenariat stratégique public-privé», les clients Ooredoo ont désormais accès à divers services de leur opérateur au sein des bureaux de poste repartis dans les 48 wilayas du pays et de la même manière, les clients d'Algérie Poste peuvent bénéficier des services de Ooredoo, indique le communiqué de l'entreprise publique.

«Ce service est le fruit d'un partenariat signé conjointement entre Algérie Poste et l'opérateur Ooredoo, visant à diversifier les prestations d'Algérie Poste et à commercialiser les produits et les services de l'opérateur de téléphonie mobile, au sein du réseau de l'établissement postal public», souligne-t-on.

Algérie Poste et Ooredoo ont signé, en mai 2013, une Convention-cadre renforçant leurs synergies et améliorant la disponibilité des services de l'opérateur mobile en faveur des consommateurs, rappelle-t-on.

Elle établit, en outre, les fondements d'un partenariat public-privé innovant, visant à garantir l'égal accès des citoyens aux différents services de téléphonie mobile offerts sur tout le territoire national, assure la même source.

Bilal L.

Foire internationale multisectorielle de Ouagadougou

L'Algérie au rendez-vous

L'Algérie prend part à la 4^{ème} édition de la Foire internationale multisectorielle de Ouagadougou (Fimo), qui se tient dans la capitale du Burkina Faso du 27 octobre au 5 novembre 2017, a indiqué hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le pavillon algérien, supervisé par la Société algérienne des foires et exportations (Safex), permet de présenter les produits de 15 entreprises algériennes sur une superficie de 250 m², ajoute la même source.

Cet événement, qui se déroule sous le thème «Développement du commerce Sud-Sud, facteur d'intégration économique et source d'emploi pour la jeunesse», enregistre cette année la participation de 16 pays dont le Togo comme invité d'honneur.

Cette édition «constitue une excellente opportunité pour les opérateurs économiques, les producteurs et les transformateurs de mieux faire connaître leurs nouveaux produits et services et de nouer et renforcer leurs relations d'affaires», note le communiqué.

T. K.

HISTOIRE ▶▶

Selon la présidente de l'association Les amitiés belgo-algériennes

«Une des belles pages de l'histoire de la lutte du peuple algérien»

Les réseaux de solidarité belges avec l'Algérie ont écrit quelques unes des très belles pages de l'histoire de la lutte du peuple algérien pour son indépendance, a affirmé la présidente de l'association Les amitiés belgo-algériennes, Ghezala Chérifi qui milite, aujourd'hui, pour lever le voile sur la contribution de centaines de militants belges anticolonialistes au combat des Algériens pour la liberté et la démocratie.



Depuis quelques années, cette militante infatigable multiplie les contacts et les rencontres pour collecter les témoignages et faire connaître le combat de ces «hommes et femmes de l'ombre» qui ont épousé la cause algérienne.

«Nous souhaitons mettre à l'honneur et sous les projecteurs les militants anticolonialistes belges «avocats du FLN et porteurs de valises» du réseau Jeanson, dont l'action courageuse et aux risques considérables est restée inconnue auprès des jeunes généra-

tions», a-t-elle expliqué.

Pour elle, c'est l'ouvrage *Le Front du Nord : des Belges dans la guerre d'Algérie (1954-1962)* qui a été le déclencheur de son action.

Ghezala Chérifi soutient que l'assassinat du professeur Georges Laperches à Liège, en 1960, pour son soutien à la cause algérienne et l'attentat manqué par un colis piégé à l'égard de la cheville ouvrière du Comité pour la paix en Algérie, Pierre Le Grève, commandité par «La main rouge», une organisation obscure créée par des agents des services secrets

français, ne doivent pas passer sous silence.

«Si nos livres d'histoire n'abordent pas cette page, Les amitiés belgo-algériennes souhaitent aujourd'hui rappeler ce devoir de mémoire», a-t-elle ajouté, soulignant qu'au nord comme au sud de la Belgique, flamands et francophones étaient tous unis pour soutenir la cause algérienne, organisant une solidarité des plus actives avec les combattants algériens. Elle cite, à ce titre, Jean Van Lierde, Paul-Henri Spaak, Marcel Liebman, Serge Moureaux et Roger Lallemand

(tous deux avocats), Philippe Moureaux (à l'époque syndicaliste), Guy Cudell, Jacques Nagels, Wilfried Martens, alors président des étudiants flamands, ou encore Mateo Alaluf, qui était à l'époque lycéen.

Parmi les femmes, la présidente de l'association Les amitiés belgo-algériennes cite Jacqueline Carré, Micheline Pouteau, Suzy Rosendor, Hélène Cuénat et Cécile Draps.

«Tous ces militants courageux ont pris des risques considérables en s'exposant à des attentats de représailles sur le sol belge, mais ils ont fait preuve d'une grande efficacité d'action», a-t-elle affirmé.

Selon Ghezala Chérifi, aux côtés de ces réseaux militants, d'autres réseaux jouent également un rôle important : ce sont les travailleurs immigrés. Des travailleurs algériens sont présents dans les régions minières du Borinage, de Charleroi, de Liège dès l'entre-deux guerres.

«Ces jeunes Algériens occupaient l'essentiel de leur temps à s'activer dans des réseaux de soutien au FLN. A l'écoute du récit de nos pères, qui furent de ceux-là, le combat prenait une dimension où la clandestinité, le secret, la loyauté envers les compagnons et la fidélité à la cause étaient des valeurs absolues», a-t-elle souligné.

Leur mission, a-t-elle poursuivi, consistait également à «exfiltrer vers la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, les militants algériens recherchés par les autorités françaises».

R. N.

Initiative du Colloque sur des Belges et la guerre d'Algérie
«Des témoignages à préserver indique l'ambassadeur

■ L'initiative d'organiser à Alger un Colloque international sur l'apport de Belges à la Révolution algérienne s'inscrit dans notre devoir de mémoire commune entre la Belgique et l'Algérie, a affirmé hier à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Pierre Gillon.

Intervenant à l'ouverture du colloque «Le Front du Nord : des Belges et la guerre d'Algérie 1954-1962», le diplomate a indiqué que «cette initiative s'inscrit parfaitement dans notre devoir de mémoire, la mémoire commune entre la Belgique et l'Algérie», soulignant qu'«il s'agit d'un petit morceau de l'histoire de la Belgique qui sera examiné à l'occasion de cette rencontre».

«C'est l'histoire de Belges qui ont aidé leurs frères algériens sur le territoire belge et dans le nord de la France, dans leur lutte pour l'indépendance de l'Algérie», a-t-il expliqué relevant son intention d'organiser d'autres rencontres pour aborder des aspects liés à la thématique du colloque dont la participation de Belges aux combats sur le territoire algérien ou encore le rôle des émigrés algériens en Belgique.

M. Gillon a ajouté que l'histoire examinée à la faveur de ce colloque est avant tout «une histoire humaine, une aventure humaine, loin peut-être de la Grande histoire qui s'occupe des traités, des relations entre Etats, des gouvernements, mais il s'agit d'une histoire orale, celle des témoignages, l'histoire qui a été vécue, mais n'est inscrite nulle part.

Pour l'ambassadeur, ces témoignages constituent une source précieuse pour les historiens, relevant dans le même sillage la nécessité de préserver cette masse de témoignages avant qu'elle ne se perde.

Les travaux du colloque se poursuivent avec une introduction historique présentée par M. Ali Haroun, en sa qualité de membre du Conseil national de la Révolution algérienne.

Historien de la guerre d'Algérie en Belgique et dans le nord de la France, Paul Emmanuel Babin a mis en relief le rôle joué et le soutien apporté par la Belgique pour la Fédération de France du FLN.

Les présents à cette rencontre ont eu à suivre, par la suite, le documentaire *Le Front du Nord : des Belges et la guerre d'Algérie 1954-1962*, avec l'introduction de l'auteur, Hugues Le Paige, qui l'avait réalisé, en 1992, pour la radio-télévision belge francophone (Rtbf).

Bilal L.

Kaouane plaide pour un entretien de la passerelle mémorielle algéro-belge

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a plaidé hier pour un entretien de la «magnifique passerelle mémorielle» liant l'Algérie et la Belgique, exprimant sa reconnaissance aux Belges ayant adopté la cause algérienne durant la guerre de Libération nationale.

«Je ne peux qu'adhérer à ce moment de reconnaissance et ne peux qu'appeler à entretenir cette magnifique passerelle mémorielle entre nous, puisse-t-elle donner lieu à tant d'autres liens qui nous rapprochent davantage et créent entre nous la confiance et parmi nous la conscience qui pousse des femmes et des hommes, devant l'injustice et l'horreur, à commettre les plus beaux actes de grandeur», a-t-il déclaré à l'ouverture du Colloque international «Le Front du Nord : des Belges et la guerre d'Algérie 1954-1962», organisé à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, à l'initiative de l'ambassade de Belgique en Algérie.

«Ces femmes et ces hommes qui avaient alors su voir dans le sursaut algérien l'une des causes les plus nobles de la modernité

ont eu le courage de se délester de leurs oeillères euro-centristes pour s'inscrire, et de quelle manière, dans ces pages d'histoire que le peuple algérien a écrites», a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni, a mis en évidence la nécessité de donner à la mémoire commune des peuples amis, algérien et belge, l'importance et le prestige qu'ils méritent et qui correspond à leurs rangs dans le cadre des principes et des exigences de la coopération pour le bénéfice des deux peuples.

Formulant le souhait de voir le colloque contribuer à documenter la participation et la contribution des Belges à la Révolution de Novembre 1954, M. Zitouni a soutenu que ceux qui ont lutté aux côtés des Algériens ont donné à leur lutte une dimension morale vertueuse aux valeurs idéales et universelles de la guerre d'Algérie. De son côté, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a formulé le souhait de promouvoir des relations culturelles bilatérales fortes et exemplaires entre l'Algérie et la Belgique, notamment dans le cinéma, car ajoute le ministre,

«la Belgique demeure un pays leader dans la formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel et elle est en mesure de nous accompagner dans la renaissance et la promotion du cinéma algérien à travers ses formateurs et ses experts».

Le discours inaugural du colloque a été prononcé par l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Pierre Gillon, en présence de Maître Ali Haroun, ancien ministre et ancien responsable au sein de la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN).

Etaient également présents, le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections, Abdelwahab Derbal, l'ancien archevêque d'Alger, Mgr Henri Tessier et l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt. Une exposition de livres d'histoire et de photos en relation avec le thème du colloque a été organisée à la même occasion par le Centre national des études et recherche sur le mouvement national et la Révolution du 1^{er} Novembre 1954.

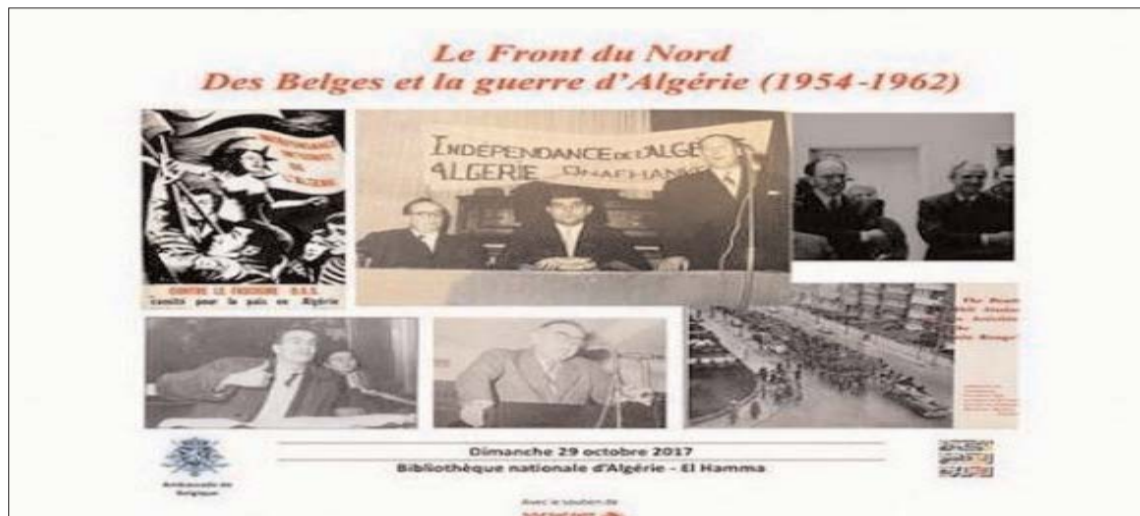
R. N.

HISTOIRE ▶▶

Les Belges dans la guerre d'Algérie

Une solidarité peu connue

Un mouvement de solidarité avec les Algériens qui se battaient pour leur indépendance a été créé en Belgique pendant la guerre de Libération nationale par des Belges, partageant les convictions morales et politiques de ceux qui luttèrent contre le colonialisme, mais leurs actions restent, pour la plupart non révélées à ce jour.



De nombreux militants belges anticolonialistes se sont engagés, en effet, durant cette guerre particulièrement cruelle, aux côtés des Algériens auxquels ils ont apporté une aide sur plusieurs fronts : politique, médiatique, humanitaire, médical et judiciaire.

Tout au long de cette guerre de Libération nationale, ces militants belges ont aidé le Front de libération nationale (FLN) à transporter et distribuer des documents, à rassembler et transmettre les cotisations, voire des armes. Ils ont surtout aidé à faire passer la frontière à des centaines de militants algériens pourchassés en France et leur trouver un asile en Belgique, ainsi que défendre les détenus devant les tribunaux belges et français. «*En France, les combattants algériens sont considérés comme des terroristes et risquent la guillotine, en Belgique, ils font l'objet de dénonciations, et les services de police des deux pays coopèrent étroitement*», écrit la journaliste belge Colette Braeckman dans son carnet *Le*

Front du Nord : des Belges dans la guerre d'Algérie. Si les militants français s'étaient organisés au sein du «réseau Jeanson» pour soutenir le FLN en France, les Belges ont créé un «comité pour la paix en Algérie» et un collectif d'avocats. Lorsque ce réseau français de «porteurs de valises» a été démantelé en février 1960, les Belges ont pris le relais pour mettre sur pied d'autres réseaux d'exfiltration de détenus algériens.

Ces militants belges ont, surtout «ouvert leurs portes : les Jacmain, Louis et Irénée, des anciens de la Résistance (belge contre l'occupation allemande), proposent leur maison à Uccle (dans la région de Bruxelles) à des étudiants membres de l'Union générale des étudiants algériens (Ugema)», a fait savoir Colette Braeckman, précisant qu'«en six ans, plus de 100 responsables et militants algériens, en plus des membres du réseau de soutien français seront ainsi accueillis discrètement et transportés au-delà de la frontière» belge.

«A plusieurs reprises, l'écrivain

Kateb Yacine logera discrètement à Uccle», a-t-elle soutenu.

Henriette Moureaux, épouse de Serge Moureaux, responsable du collectif des avocats du FLN, se souvient qu'à l'époque, son époux et elle accueillaient souvent des militants algériens dans leur appartement de Bruxelles.

«Pour plus de sécurité et de discrétion, mon mari a hébergé un jour une délégation de hauts responsables du FLN dans la maison de son père dans les Ardennes», a-t-elle confié, soulignant, toutefois, que son beau-père, un ministre du gouvernement belge à l'époque, ignorait tout de l'engagement de son fils en faveur de la cause algérienne.

Un réseau d'une grande efficacité d'action

Engagée dans la lutte clandestine aux côtés des militants algériens, Suzy Rosendor, porteuse de valises, était chargée de transporter l'archive du FLN d'un pays à un autre. «J'étais en relation directe avec les responsables de la Fédération de France du FLN,

notamment avec Omar Boudaoud», a affirmé cette militante qui a failli, un jour, se faire prendre à la frontière allemande alors qu'elle transportait des documents du FLN de Belgique à Cologne (Allemagne).

Mais, sa plus grande fierté reste sa participation à l'organisation du référendum d'autodétermination, le 1^{er} juillet 1962, à Charleroi (Belgique).

«De nombreuses femmes ont participé à l'organisation de ce référendum pour l'indépendance. Ce jour était, non seulement, celui de la libération de l'Algérie, mais c'était aussi, pour elles, celui de la libération de la femme», a-t-elle confié. Très discret, le responsable du réseau Jeanson en Belgique, le défunt Luc-Axel Somerhausen ne parlait pratiquement pas de ses activités menées en solidarité avec les Algériens qui se battaient pour leur indépendance, raconte aujourd'hui son épouse, Anne Chotteau Somerhausen.

«Mon mari était un anticolonialiste convaincu. Il s'était engagé en faveur de l'indépendance de l'Algérie parce que pour lui, la cause du peuple algérien était juste», a-t-elle affirmé, soutenant que son défunt mari était prédisposé à mener un tel combat.

«C'était tout naturel chez lui», a-t-elle ajouté, soulignant que la famille de son mari était ouverte à ce genre d'engagements.

Elle a fait savoir, à ce titre, que son beau-père «n'hésitait pas à prêter sa voiture à son fils qui l'utilisait pour transporter les militants et les activistes algériens».

Le défunt Jacques Nagels, qui témoignait lors d'une conférence organisée par l'association Les amitiés belgo-algériennes en 2012 (vidéo disponible sur Youtube), a affirmé que le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi

Youcef à la frontière avec l'Algérie par l'aviation française en février 1958 et le livre *La Question* d'Henri Alleg dans lequel il dénonçait la torture de civils pendant la guerre d'Algérie, lui ont fait prendre conscience de la gravité de la situation pour s'engager aux côtés des nationalistes algériens.

Chargé de passer en France des exemplaires du *Manifeste des 121*, un appel qui prône l'indépendance de l'Algérie, signé par de nombreux intellectuels français dont Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, Jacques Nagels a été arrêté aux frontières françaises et condamné à cinq mois de prison.

«En prison, j'ai rencontré des dizaines de combattants algériens et j'étais appelé à assumer plusieurs fonctions dont celle d'aide-comptable ou de scribe», a-t-il ajouté.

Feu Marc De Kock qui a participé également à la conférence organisée par l'association Les amitiés belgo-algériennes en 2012, a affirmé que la priorité du collectif des avocats constitué en Belgique et dont il faisait partie, était d'éviter l'extradition des Algériens arrêtés.

«La police belge avait coutume de les remettre entre les mains des Français, sans aucun procès. C'était de l'extradition déguisée, et cela se faisait régulièrement», a-t-il fait savoir, soulignant, néanmoins, que beaucoup de militants algériens s'étaient réfugiés en Belgique.

«Même s'ils n'obtenaient pas le statut de réfugié - le ministre belge de la Justice de l'époque ne souhaitait pas attirer les foudres du gouvernement français - les Algériens bénéficiaient de permis de séjour provisoire et de travail et ils n'étaient pas inquiétés», a-t-il assuré.

Bilal L.

Hugues Le Paige, journaliste et réalisateur

Mon travail est un «devoir de mémoire»

La réalisation du film-documentaire et la publication, sous le même titre, du livre *Le Front du Nord : des Belges dans la guerre d'Algérie (1954-1962)* répond à «un devoir de mémoire» sur le mouvement de solidarité belge avec les Algériens qu'aucun livre d'histoire n'évoque, a affirmé leur auteur, le journaliste et réalisateur belge, Hugues Le Paige.

«A part des archives personnelles des acteurs eux mêmes, et qui sont du reste introuvables, il n'y a pas eu de livres ou de documentaires qui évoquent ces hommes et leurs actions», a-t-il déclaré à l'APS.

Néanmoins, une thèse de doctorat sur ce mouvement en Belgique et dans le nord de la France, en cours de préparation actuellement par un jeune chercheur français, pourrait «éclaircir beaucoup de zones d'ombre», selon Le Paige.

«D'ailleurs, ce jeune chercheur, Paul-Emmanuel Babin, sera présent au colloque prévu à la fin du mois à Alger et pourra apporter beaucoup de nouvelles informations sur ce thème», a-t-il ajouté.

Le film réalisé par Hugues Le Paige, ainsi que le livre écrit en collaboration avec Jean Léonce Doneux retracent le combat d'activistes anticolonialistes belges qui se sont engagés aux côtés des militants du Front de libération nationale (FLN), à travers le récit de femmes et d'hommes qui étaient à

l'époque membres du collectif d'avocats mis en place pour assister les détenus algériens, ou du réseau Jeanson en tant que «porteurs de valises».

L'action de ces hommes et femmes est «très peu connue, même en Belgique pour diverses raisons», a-t-il affirmé.

La raison principale réside, selon Hugues Le Paige, dans le fait qu'il s'agit de personnages «très discrets» qui ne se mettaient pas au-devant de la scène médiatique.

«Les protagonistes eux mêmes n'ont jamais voulu en faire des titres de gloire, car ils étaient d'une grande modestie», a-t-il expliqué, faisant remarquer, toutefois, que certains «ont évolué politiquement» et «ne veulent plus ébruiter ce qu'ils ont fait durant cette époque».

La seconde raison, a-t-il poursuivi, a trait à la position du gouvernement belge de l'époque qui «était très solidaire de son homologue français, ce qui a fait que leur action n'a pas été mise en évidence et a été tue et rendue très peu connue», regrettant que la plupart des témoins soient, aujourd'hui, «disparus».

Ces hommes et femmes, a-t-il poursuivi, ont pourtant joué un rôle important dans le déroulement du combat du FLN en Europe, notamment lorsque les réseaux français furent démantelés par la police à partir de 1960.

Un réseau restreint, mais efficace

«Ils n'étaient pas nombreux. Ils étaient une poignée de gens, mais efficaces», a-t-il tenu à préciser, soulignant que le mouvement de solidarité avec les Algériens était organisé en «différents types de réseaux». «Il y avait celui qui était proche du réseau appelé «réseau Jeanson» en France. Après le démantèlement du réseau français, celui constitué en Belgique a contribué à faire de mon pays une base arrière importante pour la Fédération FLN de France», a-t-il affirmé.

Un autre groupe «beaucoup plus discret, mais tout aussi efficace», s'était constitué autour de l'activiste anticolonialiste Henri Curriel, assassiné en 1978 à Paris, selon Le Paige qui a relevé également le «rôle très particulier» joué par son ami, le défunt Marcel Liebman (porteur de valises).

«Marcel Liebman qui était un juif palestinien avait même tenté une réconciliation en Algérie dans le but de convaincre la communauté judéo-arabe et judéo-française de rester en Algérie après l'indépendance et de collaborer avec le nouveau régime après l'indépendance», a-t-il témoigné, soutenant qu'il était également le meilleur ami de Naïm Kader, le représentant de l'OLP (Organisation de la libération de la Palestine), assassiné à Bruxelles en 1982.

«Ils ont fait de nombreuses actions à deux en faveur de la Palestine», a-t-il ajouté. Ce sont toutes ces personnes, rencontrées lors de plusieurs et différentes actions militantes et politiques qui m'ont inspiré pour réaliser le film *Le Front du Nord*, ou encore la biographie de Marcel Liebman et celle de Jean Van Lierde, un autre porteur de valises, a-t-il confié.

Mais, la rencontre avec Pierre Le Grève, responsable du Comité pour la paix en Algérie qui, clandestinement, venait directement en aide au FLN pendant la guerre de Libération nationale, a marqué à jamais Le Paige et influencé son engagement politique.

«La guerre d'Algérie que je n'ai connue qu'à sa fin, alors que j'avais 16 ans, était un des moments de prise de conscience et d'engagement politique», a-t-il affirmé, soulignant que son premier engagement politique était «en solidarité avec le combat du FLN pour l'indépendance de l'Algérie».

Un combat que Hugues Le Paige découvre grâce à son professeur de morale laïque, au Lycée, Pierre Le Grève.

«En échappant à un attentat, nous avons pu découvrir ses activités clandestines importantes menées en soutien au FLN», a-t-il indiqué, soutenant que «son engagement était une source d'inspiration» pour lui.

G. M.

CHU Nedir-Mohamed

Plus de 7 milliards de DA pour soigner les cancéreux

Un montant de plus de 7, 788 milliards de DA a été mobilisé par le CHU Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou entre 2006 et 2016 pour soigner les patients atteints de cancer, a révélé un médecin spécialiste, citant une étude.



La Pr Chérifa Sedkaoui du service Oncologie de ce même établissement de santé, qui a présenté une étude sur la prise en charge des patients atteints de pathologies cancéreuses, à l'occasion du premier congrès de la Faculté de médecine qui s'est déroulé jeudi et vendredi au campus Hasnaoua I de l'université Mouloud-Mammeri, a expliqué que cette enveloppe a profité à plus 11 700 malades.

Ce montant a servi à l'achat de réactifs et permis d'assurer, durant cette même période, un total de 82 411 cures de chimiothérapie au profit des ces patients, pris en charge principalement au service oncologie de l'unité Belloua, selon la même étude. Cette spécialiste ainsi

que d'autres médecins qui ont participé à ce congrès ont insisté sur l'importance d'effectuer des dépistages réguliers afin de prévenir toute apparition de pathologie cancéreuse pour un traitement rapide de la maladie et augmenter ses chances de guérison et réduire le coût des soins. Ce premier congrès, placé sous le patronage du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et parrainé par le coordonnateur du plan cancer 2015-2019, le Pr Messaoud Zitouni, a consacré la part du lion des communications à la cancérologie où les intervenants ont traité de l'ampleur de cette maladie à Tizi Ouzou y prenant de plus en plus de place, que ça soit en terme de morbidité/mortalité qu'en terme de qualité de soins et surtout de coût.

A la clôture des travaux, les participants ont insisté sur le dépistage des cancers à un stade précoce pour améliorer le taux de guérison et agir sur les facteurs de risque modifiables, et rappelé la nécessité de mettre en service, dans les meilleurs délais le Centre anti-cancer de Draâ Ben Khedda afin d'améliorer les conditions de prise en charge du patient.

Ce congrès a traité également de la pathologie liée à l'âge dans le cadre de deux tables rondes, l'une sur les pathologies de l'enfant et l'autre consacrée aux maladies du sujet âgé où il a été relevé que devant l'augmentation de l'espérance de vie de la population algérienne, la communauté médicale rencontre de plus en plus de pathologies multiples et spé-

cifiques, d'où le défi d'y faire face en améliorant les structures d'accueil pour ces personnes et en réfléchissant à une stratégie efficace pour améliorer la qualité de leurs soins. Un atelier sur la refonte des études médicales dans le but d'améliorer la qualité de la formation de l'étudiant en médecine en passant par l'amélioration du niveau des enseignants ainsi que des outils d'enseignement, a été animé lors de ce congrès. La nécessité pour les médecins hospitalo-universitaires d'être au diapason des inventions technologiques et des innovations dans le domaine médical, l'actualité pharmaceutique, la médecine douce ont été également abordés lors de cette manifestation scientifique.

G. M.

Oncologie médicale à Constantine Une centaine de médecins généralistes formés

■ Une centaine de médecins généralistes ont bénéficié, depuis janvier de l'année en cours d'une formation en oncologie médicale, initiée par la direction de la santé et de la population (DSP) de Constantine, a déclaré samedi à l'APS, un cadre de ce secteur. La formation, inscrite dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan cancer 2015-2019, vise «le renforcement de la recherche sur les cancers et la formation spécifique du médecin généraliste», a indiqué le chargé de l'information et de la communication à la DSP, Aziz Kaâbouche, lors de la cérémonie de remise de diplômes et prestation de serment des médecins généralistes de la promotion 2017.

La formation dispensée à l'Ecole paramédicale, sise à la cité Nakhil, sur les hauteurs de Aïn El Bey a ciblé des praticiens de différentes wilayas de l'est du pays dont les régions de Tébessa, El Tarf, Skikda, Guelma, Annaba, Souk Ahras, Constantine et Mila, selon la même source. La formation qui vient juste de s'achever a permis aux médecins concernés «de se familiariser avec les nouvelles techniques de prise en charge de cette maladie, notamment en matière de diagnostic», a-t-il souligné. Parvenir à une meilleure prévention de la maladie et au dépistage précoce, tout en veillant à l'accompagnement des malades, prendre connaissance des nouveaux traitements et améliorer la qualité des soins sont les autres objectifs de cette formation continue, a-t-il expliqué.

La cérémonie de remise de diplômes et des prestations de serment de cette nouvelle promotion a concerné 600 médecins généralistes, aussi bien des wilayas de l'est du pays à l'instar des régions de Skikda, Batna, Mila, Oum El Bouaghi et Constantine que de pays étrangers dont la Palestine et la Jordanie, a par ailleurs, indiqué le président du conseil de l'Ordre des médecins de la wilaya de Constantine, le Pr Rachid Djenane, également chef du service des brûlés au centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis, organisateur de cette cérémonie. Des autorités locales et plusieurs personnalités du domaine de la santé dont des enseignants formateurs et des cadres de ce secteur ainsi que des parents des médecins promus ont pris part à cette rencontre, tenue à la salle de spectacles Ahmed Bey.

R. N.

Hôpital de Mohammadia
(Mascara)

Ouverture d'une unité de chimiothérapie

■ Une unité de chimiothérapie au profit des cancéreux a été ouverte samedi à l'hôpital Dahou Dahaoui de Mohammadia (Mascara). Selon les explications fournies par le directeur de l'hôpital au wali de Mascara, Mohamed Lebka, qui a inauguré cette unité, cette dernière compte six lits est une unité de traitement du cancer pour atténuer la tension relevée sur l'hôpital Issaâd-Khaled de Mascara. Deux oncologues de l'hôpital de Sig et de Tighennif sont désignés pour renforcer cette unité en plus d'un généraliste de l'hôpital de Mohammadia formé en oncologie pour prendre en charge les malades des communes de El Ghomri, Sedjra, Mactââ Douz, Sidi Abdelmoumen, Fraguig, Mohammadia et Bouhenni.

Par ailleurs, une annexe administrative communale a été ouverte au nouveau pôle urbain de Mohammadia, en plus d'une salle de soins réalisés par des entrepreneurs privés pour servir 6 000 habitants.

Le wali de Mascara a instruit l'achèvement de travaux complémentaires au niveau du siège de la Sûreté urbaine du pôle qui s'ouvrira avant la fin de l'année en cours. En outre, il a été décidé l'ouverture en ouverture d'une bibliothèque semi-urbaine au niveau de ce pôle d'habitat, qui a eu une autorisation du ministère de la Culture pour son équipement et sa gestion, de même que les bibliothèques de Zahana et de Haï la Gare.

Le même responsable a inspecté samedi dans cette daïra, plusieurs projets de développement et d'aménagement urbain et s'est enquis de la situation de la zone industrielle.

R. B.

10^{ème} Congrès international de l'ACVO

Plus de greffes rénales pour diminuer le nombre de dialysés

Le professeur Mohamed Nadjib Bouayed, président de l'association de chirurgie vasculaire d'Oran (Acvo) a mis l'accent, samedi à Tlemcen, sur la nécessité de multiplier le nombre de greffes rénales en Algérie pour diminuer le nombre de dialysés.

Intervenant en marge du 10^{ème} Congrès international de l'Acvo, le professeur Bouayed a affirmé que la greffe rénale constitue la première alternative pour la diminution du nombre de dialysés qui bénéficieront ainsi d'une meilleure prise en charge. «En relation avec le diabète, cette pathologie, à laquelle se greffe l'hypertension artérielle, doit être dépistée à son premier stade, d'où l'intérêt de l'organisation de ce congrès international qui permet un échange fructueux d'expé-

riences», a-t-il souligné.

Outre l'insuffisance rénale, il serait urgent également, selon le même médecin, de dépister précocement le diabète pour éviter la multiplication du nombre d'amputations du pied.

Ces trois thèmes (le diabète, l'hypertension artérielle et la maladie des vaisseaux) figurent au programme de cette rencontre qui est marquée par la participation de quelque 200 praticiens nationaux et étrangers, notamment de France, Suisse, Tunisie, Maroc, Arabie Saoudite, Egypte et Emirats arabes unis. Durant les deux jours de débats, les participants prendront connaissance des nouvelles techniques concernant la chirurgie des vaisseaux qui se pratique en Algérie depuis cinq à six ans. Cette ren-

contre fédératrice réunira, aussi bien la chirurgie vasculaire et la médecine interne, que la radiologie interventionnelle, a-t-il fait savoir, expliquant que la chirurgie vasculaire est une discipline qui traite les maladies artérielles, veineuses et lymphatiques.

Elle a vu le jour en Algérie au début des années 1970, mais n'a pu obtenir son autonomie que dans les années 1990. Depuis, elle n'a cessé de se développer, a rappelé le président de l'Acvo.

Plusieurs communications seront présentées à cette occasion, notamment le traitement des anévrismes aortiques complexes, le traitement d'un anévrisme aortique sous-rénal chez un greffé rénal et greffe rénale sur donneur vivant apparenté.

R. N.

Tizi Ouzou

Deux millions de DA pour soutenir le tapis d'Ath Hicham

Une enveloppe totale de deux millions de DA a été mobilisée par les pouvoirs publics pour soutenir le tapis d'Ath Hicham (Ait yahia, Tizi-Ouzou), a-t-on appris samedi lors de la cérémonie de clôture de la 8ème édition dédié à ce produit artisanal.



Sur cette enveloppe financière, un chèque d'un (1) million de DA représente la contribution du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), pour l'encouragement et la préservation de l'artisanat traditionnel, remis au Commissaire du festival par Ould Ali El Hadi, présent à cette cérémonie de clôture qui s'est déroulée à la maison de la culture Mouloud Memmeri.

Le ministre a expliqué que cette contribution du MJS est destinée à la prise en charge des frais liés à l'organisation de ce festival du tapis. "Notre but est d'accompagner les artisans qui œuvrent pour la préservation de notre patrimoine et des métiers traditionnels."

Cette contribution est aussi un message d'espoir pour ces artisans pour les rassurer que l'Etat continuera à soutenir ceux qui activent dans ce domaine, a-t-il dit. Lors de son

intervention à la clôture de cette manifestation le ministre de Jeunesse et des Sports a réaffirmé la disponibilité et le soutien de la République et du gouvernement à la préservation et à la promotion du patrimoine national.

Un autre montant d'une même valeur, soit un million de DA a été en outre débloqué par la wilaya de Tizi-Ouzou pour l'acquisition de tapis comme encouragement à cette activité artisanale, a souligné pour sa part le wali, Mohammed Bouderbali, qui a souligné que cet effort se poursuivra à l'occasion des différentes manifestations artisanales.

Un élan de solidarité envers les artisans qui a été salué par M. Ould Ali. Le chef de l'exécutif local a rendu hommage aux tisseuses d'Ath Hicham pour leur contribution à la préservation d'une tradition locale qui doit être protégée et transmise

aux générations futures.

Il a également rappelé la valeur à la fois artistique et marchande des produits artisanaux dont certains gagneraient à être inclus pour exportation.

De son côté, la directrice locale de la culture, Nabila Goumeziane, a souligné que les métiers de l'artisanat traditionnel qui participent à la vie sociale des Algériens doivent également contribuer à la vie économique et au développement local.

Le Commissaire du festival Mokrane Ould Belaid a déploré à l'occasion de la clôture de cette manifestation, la persistance du problème d'indisponibilité de la matière première à savoir la laine et le fil en coton.

Si la laine qui est acquise de la wilaya de Ghardaia par les tisseuses de Tizi-Ouzou pour la préparer chez elles, le fil en coton est quant à lui un produit industriel qu'elles ne

fabriquent pas et son manque se répercute sur la qualité du tapis.

C'est la principale raison qui a fait qu'aucun tapis n'a été estampillé durant cette huitième édition, a-t-il fait savoir, car l'utilisation de la matière première naturelle (laine et du fil en coton) est l'une des conditions indispensables pour l'estampillage d'un tapis, a-t-il rappelé.

La clôture du festival du tapis d'Ath Hicham a été marquée par la remise des prix aux trois meilleures tisseuses.

Le premier prix a été raflé par Noura Ould Bouali qui a présenté un tapis blanc orné des motifs berbères en noir et blanc. Ce tapis a été offert au Président de la République, M. Abdellaziz Bouteflika. Le deuxième et troisième pris sont revenus respectivement à Nouara Hamouda et Safia Ait Aba.

R. R.

Médéa

Campagne de reboisement

Une campagne de reboisement destinée à la reconstitution d'une partie du couvert forestier détruit lors de la vague d'incendies enregistrée l'été dernier dans la wilaya de Médéa vient d'être lancée par la conservation des forêts, apprend-on samedi auprès de cette structure. Cette campagne de reforestation qui s'étalera jusqu'au mois de mars prochain, ciblera, dans un premier temps, une superficie de 80 hectares ventilés sur plusieurs sites rudement affectés par ces incendies, a indiqué la même source, précisant que la priorité des actions de reboisement, prévues à cet effet, sera accordée aux zones où il a été recensé le plus de perte, en l'occurrence Tablat, El-Aissaouia, Bouchrahil, El-Hamdan, Ouzera et Ouled-Antar.

D'autres superficies, moins affectées par ces incendies, seront également reboisées à la faveur d'un programme de plantation annuel devant permettre de reconstituer le patrimoine forestier détruit dans ces incendies, souligne-t-on, avant d'ajouter que des dizaines d'hectares seront touchés par ce programme.

La même source note, toutefois, que la campagne de reboisement sera menée exclusivement dans les zones où les facteurs de régénération naturelle sont minimes en raison de la nature du sol ou de leur exposition aux aléas climatiques, assurant que l'objectif escompté est d'éviter une accélération de l'érosion des sols et la perte totale du couvert végétal au niveau des zones en question.

Une partie non négligeable des superficies perdues lors des incendies de l'été passé, totalisant plus de 2200 hectares, devrait se régénérer naturellement, comme ce fut le cas, durant les précédents incendies, soutient-on de même source, tout en faisant observer que divers types de travaux forestiers seront réalisés au niveau de certains sites afin de favoriser la régénération naturelle du couvert forestier.

G. M.

Tissemsilt

Lancement de la saison des fêtes populaires à Beni Chaib

La saison des fêtes populaires a été lancée samedi dans la commune de Beni Chaib (40 km du chef-lieu de Tissemsilt), coïncidant avec le début de la campagne labours-semailles, a-t-on constaté.

Cette saison, qui se poursuit tout au long de la campagne labours-semailles d'octobre à fin décembre est marquée par des spectacles de cavalerie des tribus et arouches de Beni Chaib, une semaine de jeux traditionnels et l'ouverture d'un espace de vente de produits traditionnels (alfa, vêtements en laine, ...).

Le programme comporte également des spectacles de folklore animés par des troupes locales et une exposition de plats de couscous, avec la participation des jeunes de la commune de Beni Chaib et des communes limitrophes dont Beni Lahcen, Ouled Bessam et Sidi Slimane. La première journée de cette manifestation a été marquée par une présence d'une affluence nombreuse de visiteurs venus des quatre coins de la wilaya, ainsi que de Bathia (Ain Defla) et Sendjas (Chlef). Cette manifestation traditionnelle, initiée par l'APC de Beni Chaib en collaboration avec les notables et les représentants des arouches, constitue une occasion pour faire découvrir la région, ses traditions et les produits du terroir dont ceux de la poterie.

R. T.

Oléiculture à M'sila

Plus d'un million de litre d'huile d'olive attendu

Une production de plus de un (1) million de litres d'huile d'olive est attendue à M'sila, au terme de la campagne oléicole de l'actuelle saison agricole 2016-2017, a-t-on appris, samedi auprès des services de la wilaya.

Ce volume sera extrait de la transformation de 84.000 quintaux d'olives, soit environ 70 % de la récolte de cette année estimée à 120.000 quintaux a précisé la même source détaillant que la production attendue en matière d'huile d'olive de cette année enregistrera "une légère hausse"

estimée à 100 000 litres par rapport à l'année précédente, où une production de l'ordre de 900 000 litres d'huile d'olives a été recensée.

Deux (2) huileries implantées dans les communes de Magra, et Boussaâda assurent l'opération d'extraction de l'huile, a relevé la même source soulignant que l'oléiculture est une activité arboricole relativement nouvelle dans la région du Hodna.

Il a, ce propos détaillé que la filière oléicole à M'sila a été lancée depuis une décennie, adoptée par les agriculteurs

locaux "à la faveur des actions d'accompagnement et de vulgarisation technique" organisées par les services agricoles indiquant que cette filière génère quelque 2.000 emplois directs et indirects, a-t-on noté. Pour les connaisseurs, l'huile d'olive de la région de M'sila dont le climat est dominé par des températures plus douces comparativement aux régions montagneuses est d'une faible acidité, à l'origine, notent-ils, de sa couleur verdâtre. Son prix de vente est de plus de 1800 DA le litre.

R. N.

CONFLITS ▶▶

Afghanistan

Plus de 20 policiers tués par des taliban

Plus d'une vingtaine de policiers afghans ont été tués dans des attaques menées contre leurs positions samedi et dimanche et revendiquées par les taliban, ont rapporté des responsables locaux.



Dans la nuit de samedi à dimanche, les insurgés ont lancé une attaque coordonnée sur trois barrages de la police du district de Khan Abad, à l'est de Kunduz, la grande ville commerciale du nord-est, faisant 13 morts parmi les policiers, selon le gouverneur du district Hayatullah Amiri et le chef de la police, Abdul Hamid Hamidi.

Selon ce dernier c'est «l'unité rouge» des taliban, leur groupe d'élite surtout présente à Kunduz et dans le Helmand (sud) qui a conduit l'assaut.

Seul un policier a survécu et trois assaillants ont été également tués, a ajouté M. Hamidi.

L'attaque a eu lieu en pleine nuit vers 3h00 (22h30 GMT), le long de l'autoroute Kunduz-Takhar, a précisé le gouver-

neur, selon lequel un humvee a été volé.

«Les policiers dormaient quand les taliban ont attaqué leurs barrages. Malheureusement treize policiers ont été tués, deux ont survécu dont un en prenant la fuite» a-t-il détaillé.

Un porte-parole des taliban, Zabihullah Mujahib, a revendiqué l'opération, affirmant avoir

saisi «un grand nombre d'armes et de munitions».

Des dizaines de humvees ont été volés au cours de l'année aux forces de l'ordre, dont plusieurs ont été utilisés récemment, bourrés d'explosifs, pour perpétrer des attentats-suicides contre des bases de la police et de l'armée.

Les taliban ont également revendiqué une attaque survenue samedi à Ghazni (centre) qui a fait neuf morts et deux blessés parmi les policiers attaqués.

L'assaut a commencé à l'aube et duré deux heures, selon le porte-parole du gouverneur provincial, Mohammad Arif Noori. Le chef de la police provinciale, le général Mohammad Zaman, a confirmé ce bilan et indiqué que ses forces contrôlaient la base.

Le même porte-parole des talibans a revendiqué l'opération conte deux «postes de police submergés».

Les taliban ont récemment conduit une série d'attentats contre des bases militaires et de la police, principalement dans le sud-est et le centre, qui ont fait plus de 150 morts en cinq jours la semaine dernière.

AFP

Rohani l'a réaffirmé L'Iran continuera à fabriquer des missiles

■ L'Iran va continuer à fabriquer des missiles pour sa défense et ne considère pas qu'il s'agit d'une violation des accords internationaux, a réaffirmé hier le président Hassan Rohani dans un discours retransmis par la télévision publique.

«Nous avons fabriqué, nous fabriquons et nous continuerons à fabriquer des missiles, et cela ne viole aucun accord international», a déclaré le chef de l'Etat quelques jours après le vote par la Chambre américaine des représentants de nouvelles mesures visant à sanctionner le programme balistique de Téhéran.

«Nous fabriquerons toutes les armes dont nous avons besoin, les entreposerons et les utiliserons à tout moment pour nous défendre», a ajouté Hassan Rohani.

Les Etats-Unis estiment que les tests de missiles auxquels la République islamique procède régulièrement enfreignent une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies interdisant à Téhéran de développer des missiles capables de transporter des ogives nucléaires. L'Iran nie vouloir se doter de l'arme atomique ou de missiles susceptibles d'en transporter.

Le président américain Donald Trump a refusé le 13 octobre de certifier que l'Iran respecte bien l'accord de juillet 2015 (Plan global d'action conjoint, Pgc) qui limite les activités nucléaires de Téhéran en échange d'un allègement des sanctions contre la République islamique.

Cette décision laisse 60 jours au Congrès pour décider s'il y a lieu de rétablir les sanctions levées dans le cadre de sa mise en oeuvre, ce qui violerait les termes du Pgc et scellerait probablement son arrêt de mort.

«Vous ignorez les négociations et les accords passés, approuvés par le Conseil de sécurité des Nations unies, et vous vous attendez à ce que d'autres négocient avec vous?» a déclaré Hassan Rohani en évoquant sans les citer des pays en Asie de l'Est, référence probable à la Corée du Nord.

Le secrétaire à la Défense américain, James Mattis, a martelé cette semaine, lors d'une tournée en Asie, que les voies diplomatiques restaient privilégiées par Washington pour persuader Pyongyang de renoncer à son programme nucléaire.

AFP

Irak

Des commandants négocient un retrait kurde des zones disputées

De hauts responsables militaires irakiens et kurdes négociaient samedi un retrait des peshmergas des zones disputées d'Irak lors d'une journée de trêve accordée par Baghdad, a indiqué à l'AFP le porte-parole du Premier ministre Haider al-Abadi.

«La principale mission de ce comité technique conjoint est de permettre le déploiement sans violence des troupes fédérales le long des frontières», a expliqué à l'AFP Saad al-Hadithi.

«Des commandants des forces fédérales et peshmergas se réunissent pour mener ce redéploiement de façon pacifique et humaine», a-t-il ajouté.

Le 25 septembre, le président du

Kurdistan irakien, Massoud Barzani, organisait en grandes pompes un référendum d'indépendance.

Depuis, la crise n'a cessé de s'envenimer entre Erbil et Baghdad. Le 16 octobre, les forces gouvernementales et paramilitaires irakiennes sont entrées en mouvement pour reprendre l'ensemble des zones disputées, c'est-à-dire réclamées à la fois par le gouvernement local kurde et Baghdad.

Elles dépendent, selon la Constitution, du pouvoir central de Baghdad, mais leur statut doit encore être discuté au cours de négociations à venir. Toutefois, depuis l'invasion emmenée par les Etats-Unis de 2003 et plus encore dans le chaos créé en

2014 par la percée jihadiste, les peshmergas y ont de fait pris le contrôle.

En deux semaines, Baghdad a repris le contrôle de leur quasi-totalité et était désormais engagé dans de violents combats contre les peshmergas dans le nord, aux confins des territoires irakien, turc et syrien.

Après une première trêve, une seconde a été décrétée vendredi soir par M. Abadi, pour une durée de 24 h. Elle est censée donner le temps à ce comité de personnalités irakiennes et kurdes de négocier un retour sans violence à la «ligne bleue» de 2003, qui délimite le Kurdistan irakien aux trois provinces de Dohouk (nord-ouest), Erbil (nord) et Souleimaniyeh (nord-est), selon M. Hadithi.

AFP

Selon The Soufan Center

5 600 terroristes de Daech sont retournés dans leur pays d'origine

Environ 5 600 terroristes étrangers dans les rangs de Daech sont retournés dans leur pays d'origine, a indiqué le cabinet américain de Conseil en sécurité, The Soufan Center, soulignant que ce retour posait un défi sécuritaire important à ces pays.

Dans un rapport intitulé «Au-delà du Califat : les combattants étrangers et le risque de leur retour», publié cette semaine à New York, Soufan Center a recensé près de 5 600 recrues étrangères de l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (Daech/El) originaires de 33 pays qui ont fui la Syrie et l'Irak pour retourner à leur pays d'origine.

Le nombre «représente un énorme défi pour les organismes», relève ce centre d'études qui fournit des services en matière de

sécurité et de renseignement aux gouvernements.

Les Etats concernés n'ont pas encore trouvé les moyens de faire face à l'exode «des combattants étrangers», qui nécessite, selon ce cabinet de consulting, un partage d'informations ainsi que des stratégies efficaces pour évaluer la menace.

Le groupe terroriste Daech perd du terrain en Irak et en Syrie mais son appel à survivre à sa disparition rend l'évaluation de la menace qu'il présente encore plus difficile, estime la même source qui évoque un sérieux défi pour de nombreux pays dans les années à venir.

La trajectoire du terrorisme dans le monde reste «imprévisible», mais continuera à poser un défi majeur pour la sécurité

internationale, poursuit-t-il.

«La préoccupation est que l'El reste viable à long terme, à la fois en tant que groupe et en tant qu'inspiration», note le rapport. La volonté des 40 000 recrues de Daech de resurgir et de se regrouper à nouveau reste un facteur inconnu, selon Soufan Center, qui estime que certains de ces terroristes peuvent changer d'allégeance et suivre un nouveau leader de l'El ou d'al Qaïda si al-Baghdadi venait à être déclaré mort.

«Il est clair que quiconque souhaite continuer le combat trouvera un moyen de le faire», soutient-t-il.

Globalement, le rapport évoque un nombre de 53 781 terroristes, ayant traversé les frontières turques pour rejoindre

les camps de Daech en Syrie, citant en cela des chiffres établis par les autorités turques sur la base de données compilées par plusieurs pays.

Parmi ces volontaires étrangers, figurent 7 717 terroristes venus de l'ancienne Union soviétique, (7 054 du Moyen-Orient), (5 718 de l'Europe de l'Ouest) et 5 319 du Maghreb.

Dans la région du Maghreb, la Tunisie et le Maroc ont été les principaux pourvoyeurs de Daech en terroristes avec respectivement 2 926 et 1 623 «combattants terroristes».

En Algérie, pays le moins touché par le recrutement terroriste dans le monde, leur nombre est largement inférieur se situant autour de 170

recrues. Le centre a revu à la baisse le nombre de combattants terroristes issus de certains pays comme la Tunisie et la Turquie en indiquant que depuis la publication du rapport du centre en décembre 2015, les Etats ont réussi à établir des estimations chiffrées plus précises. Pour autant, le cabinet américain de Conseil en sécurité relève que beaucoup de pays sont devenus «plus méfiants» à l'idée de révéler le nombre exact de leurs ressortissants ayant rejoint Daech.

Selon le rapport, environ 800 combattants seraient déjà revenus en Tunisie et 198 au Maroc. Ils sont 760 pour l'Arabie saoudite, 400 pour la Russie et 271 pour la France.

R. I.

Somalie

Fin du siège mené par les shebab dans un hôtel de Mogadiscio

Le siège d'un hôtel du nord de la capitale somalienne Mogadiscio par un commando shebab a pris fin dans la nuit, le bilan de cette attaque qui avait commencé par une double explosion étant d'au moins 14 morts, apprend-on dimanche de source sécuritaire.



"Cinq hommes armés ont pénétré dans l'hôtel. Deux d'entre eux ont été tués et les trois autres capturés

Afrique du sud

vivants. Les forces de sécurité continuent à travailler pour retrouver des victimes, mais nous n'en avons pas le nombre exact pour l'instant", a déclaré à la presse Abdiasiz Ali

Ibrahim, porte-parole du ministère de la Sécurité.

Un responsable sécuritaire, Mohamed Moalim Adan, avait annoncé samedi soir

qu'au moins 14 personnes, "pour la plupart des civils", avaient été tuées.

Deux véhicules piégés ont explosé samedi en fin d'après-midi près de l'hôtel Nasa Hablod, fréquenté par de nombreux hauts responsables politiques, avant que des hommes armés ne prennent d'assaut l'hôtel.

"Les forces de sécurité ont secouru un certain nombre de personnes depuis hier" (samedi), a précisé M. Ibrahim. Plusieurs responsables gouvernementaux, dont des ministres, sont parmi les personnes secourues.

Les militants islamistes shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont revendiqué cette attaque, selon un site pro-shebab, citant radio Andalou, la station des shebab.

Le président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed, dit "Farmajo", a condamné cette attaque. "De telles atrocités ne nous dissuaderont jamais, ni ne nous décourageront de combattre les terroristes", a-t-il déclaré dans un communiqué.

Cette attaque est survenue exactement deux semaines après l'attentat au camion piégé mené le 14 octobre dans le centre de Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie, qui avait fait au moins 358 morts et 228 blessés.

Cet attentat n'avait pas été revendiqué. Mais les autorités n'ont aucun doute sur le fait que les shebab en étaient les auteurs.

Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22.000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom).

Ils ont été chassés de Mogadiscio en août 2011 et ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent dans la capitale, et contre des bases militaires, somaliennes ou étrangères.

AFP

L'onéreuse guerre du cuivre dans les tunnels de Johannesburg

Les tunnels qui courent dans les sous-sols de Johannesburg recèlent de précieux trésors: des kilomètres de câbles électriques en cuivre qui, une fois arrachés, sont illégalement exportés vers l'Asie et font la fortune de véritables "mafias".

Comme ailleurs dans le monde, ces vols existent de longue date en Afrique du Sud. Mais ils ont pris récemment une ampleur sans précédent dans sa capitale économique, au point de paralyser l'activité du centre-ville. Un vol spectaculaire a récemment plongé celui-ci dans le noir pendant dix jours.

"En 2004, on attribuait 4% des coupures d'électricité aux vols de câbles. Aujourd'hui, ils représentent 40% des coupures" de la ville, explique Louis Pieterse, directeur des opérations à City Power, la société qui gère l'électricité pour Johannesburg.

En une seule nuit en septembre, 32 km de câbles ont été endommagés. Coût des réparations: 45 millions de rands (2,8 millions d'euros).

Les dégâts étaient tels qu'il a fallu attendre deux jours et demi avant que les techniciens puissent descendre dans les tunnels enfumés. Car selon un modus operandi bien rodé mais dangereux, les malfaiteurs mettent le feu aux câbles, provoquant un court-circuit qui leur permet ensuite de les démanteler.

"C'est catastrophique", témoigne le propriétaire d'une laverie, Godfrey Gonese, qui a été contraint de se séparer de quatre de ses employés le temps de la coupure de courant. "On a perdu 10 à 15.000 rands", un tiers de nos revenus mensuels, se lamente-t-il.

Le café internet du coin a, lui, dû doubler ses tarifs pour amortir le prix de la location d'un générateur et de son carburant. Du coup, "la plupart de nos clients ne sont pas venus", explique son propriétaire, Bright

Assim. Les voleurs travaillent pour des "gangs sophistiqués", de vraies "mafias" qui n'hésitent pas à tuer si nécessaire, affirme Rens Bideman, un expert en métaux.

Ces gangs disposent de guetteurs, de découpeurs, de transporteurs et même d'un "centre de formation pour les voleurs" dans la banlieue de Johannesburg, ajoute-t-il.

Le métal dérobé est généralement vendu à des ferrailleurs. Mais de plus en plus, les gangs le traitent eux-mêmes dans des fermes isolées où ils entreposent le cuivre, avant de le fondre, explique M. Bideman.

"La nouvelle tendance est qu'ils font eux-mêmes des lingots de cuivre. Ils copient le marché légal", dit-il. Du coup, il devient impossible d'identifier que le cuivre a été volé. Le marché est particulièrement juteux: en un an et demi, le cours officiel du cuivre a bondi de 60% -dopé par la spéculation et par les besoins de la Chine, premier consommateur mondial de ce métal- pour atteindre près de 7.000 dollars la tonne en septembre.

Le métal volé, dans les tunnels, les transformateurs ou les systèmes d'air conditionné part essentiellement pour l'étranger. Il approvisionne d'abord l'Asie, la Chine et l'Inde surtout, où il est utilisé dans la fabrication de composants électroniques.

Aluminium plutôt que cuivre

A Johannesburg, dans les tunnels de 2 mètres de haut sur 1,5 mètre de large, l'odeur de brûlé prend encore à la gorge. Dans la pénombre, une dizaine de techniciens, gants, bleus de travail et bottes en caoutchouc, déroulent avec grande difficulté de très lourds câbles tout neufs, toujours en cuivre.

A terme, la ville compte les remplacer par des câbles en aluminium, moins prisés des voleurs. Mais pour l'instant, elle écoule encore son stock de cuivre.

Pour lutter contre les vols, la municipalité va aussi sécuriser les 77 bouches qui permettent d'accéder aux tunnels. Des caméras et détecteurs de fumée vont également être installés. Des mesures évaluées à 5 millions de rands (près de 350.000 euros). Une goutte d'eau comparée au coût économique des vols de métaux: à l'échelle du pays, ces vols coûtent entre 7 et 11 milliards de rands (460 à 730 M euros) par an, selon Rens Bideman.

"Les criminels qui dérobent les câbles de cuivre sabotent notre économie", dénonce Herman Mashaba, le nouveau maire de Johannesburg, qui a fait de la fraude et la corruption l'ennemi public numéro 1.

Unité spécialisée

Les autorités ont offert une récompense de 100.000 rands (plus de 6.500 euros) à toute personne susceptible de leur donner des informations sur les gangs impliqués dans le trafic.

La réponse ne s'est pas fait attendre. Et en l'espace de quelques jours, une vingtaine de personnes ont été arrêtées.

Devant l'ampleur du phénomène, la police de Johannesburg a mis en place en septembre une unité spécialisée. Mais elle devra s'assurer qu'elle n'est pas infiltrée par des policiers corrompus.

Car voler des kilomètres de câbles ne peut assurément pas passer inaperçu, même au cœur de la nuit, fait remarquer Lucky Sindane, porte-parole du bureau anti-fraude mis en place en 2016 par la nouvelle municipalité de Johannesburg.

"La police doit être impliquée, des responsables de la municipalité, des sous-traitants aussi", avance-t-il.

Il en veut pour preuve une vidéo où on voit une personne à bord d'un véhicule de police collecter de l'argent chez un ferrailleur où a été découvert ultérieurement du cuivre volé.

AFP

Zimbabwe

L'opposant Morgan Tsvangirai en traitement médical en Afrique du Sud

■ Le leader de l'opposition zimbabwéenne Morgan Tsvangirai est parti en Afrique du Sud pour suivre un traitement médical, a annoncé samedi son parti.

Ancien Premier ministre et opposant historique du président zimbabwéen Robert Mugabe, Morgan Tsvangirai, 65 ans, a annoncé l'an dernier qu'il souffrait d'un cancer du colon et avait entamé une chimiothérapie.

"Le président Tsvangirai est parti en Afrique du Sud pour des raisons médicales", a annoncé un haut responsable du Mouvement pour un changement démocratique (MDC), en ajoutant seulement qu'il était "en convalescence".

Morgan Tsvangirai, qui devrait affronter de nouveau le président Mugabe lors de l'élection présidentielle de 2018, avait déjà effectué en septembre un séjour en Afrique du Sud pour des raisons médicales, avant de rentrer à Harare début octobre.

Le président Mugabe, 93 ans, effectue lui aussi fréquemment des séjours à Singapour pour des raisons médicales qui n'ont jamais été rendues publiques.

Agence

Cinq ans après, des New-Yorkais vivent encore avec les ravages de Sandy

Encore quelques jours et la maison de Mohamad Rahman, à l'extrême sud de Brooklyn, sera enfin débarrassée des traces de Sandy, cinq ans après le passage de l'ouragan à New York. Mais d'autres attendent toujours leur tour.

Deux jeunes femmes posent l'encadrement d'une porte au rez-de-chaussée de cette demeure à deux niveaux, sous le regard de Ben Fransua, en charge de la construction pour une association qui rénove les maisons endommagées par l'ouragan.

Lorsqu'il a visité pour la première fois cette maison située à quelques centaines de mètres de la mer au printemps dernier, M. Fransua a découvert des murs troués et rongés par les moisissures, souvenirs encombrants de Sandy dans ce rez-de-chaussée noyé sous près de trois mètres d'eau le 29 octobre 2012.

Son association, émanation de l'organisation SBP créée pour aider à la reconstruction en Louisiane après le passage de l'ouragan Katrina, a pris en main le chantier, appuyé par les bénévoles des AmeriCorps, une structure nationale qui mobilise chaque année des centaines de milliers de personnes aux Etats-Unis.

La rénovation s'achève, mais trois autres chantiers attendent derrière, explique Fransua. La liste d'attente compte cinquante noms et toutes les semaines, deux ou trois nouveaux propriétaires se signalent à l'association, explique Alana Tornello, de SBP.

Lorsque Sandy a frappé, cette diplômée de Princeton était au Japon et travaillait sur l'après Fukushima. Originnaire de Staten Island, elle a décidé de revenir à



New York pour aider.

Plus de 40 morts

Depuis 2012, SBP a rénové 299 maisons, dont 30 environ dans le cadre du programme municipal Build it Back, qui a pris en charge, au total, 8.200 propriétaires qui n'avaient pas souscrit d'assurance inondation.

Poids de la bureaucratie, coûts de construction élevés, arnaques de constructeurs: Alana Tornello cite plusieurs facteurs pour expliquer que des dizaines de bâtiments soient encore en souffrance cinq ans après Sandy.

"Il faut être honnête: c'était la première fois que la ville avait à gérer un événement de cette ampleur", tempère-t-elle. Sandy a fait plus de 40 morts à New York et coûté 42 milliards de dollars à l'Etat

de New York.

Pour autant, "du point de vue des propriétaires", dit-elle, "cela a été cinq années incroyablement difficiles et dévastatrices".

Raccourcir les délais, c'est l'objectif de SBP, qui prend en charge toutes les étapes du chemin de croix des propriétaires, de l'examen des dossiers à la finalisation d'un chantier, et utilise l'expertise de grandes entreprises comme Toyota, connue pour ses méthodes d'optimisation du temps de production.

SBP combine aussi les sources de financement, publiques et privées, des donateurs individuels aux sociétés en passant par les organisations religieuses.

Se préparer pour le prochain

Avant les passages d'Harvey, Irma et Maria, qui ont frappé très durement le Texas, la Floride et Porto Rico ces derniers mois, les responsables new-yorkais répétaient l'importance de préparer la ville à de nouveaux ouragans, dont les scientifiques redoutent la multiplication avec le réchauffement climatique.

Mais Alana Tornello s'inquiète désormais d'un assèchement des financements publics et privés au bénéfice de ces régions plus récemment touchées.

Outre la rénovation post-Sandy, SBP est aussi tournée vers l'avenir.

Avec le soutien de 9,3 millions de dollars de fonds fédéraux qui ont transité par l'Etat de New York, l'organisation a officiellement lancé, il y a quelques jours, le programme "Uplift", qui va permettre de suréle-

ver 28 maisons situées dans des zones à risque, à Staten Island et dans deux quartiers de Brooklyn.

La petite maison de Joseph Lynch (69 ans), où l'eau atteignait 1,20 m dans le salon il y a cinq ans jour pour jour, va être la première à en bénéficier.

"Je suis tellement reconnaissant", dit-il. "C'est comme si on avait ôté un poids de mes épaules."

Dès que Sandy a frappé, Joseph était parti s'occuper d'un centre d'hébergement pour les victimes de l'ouragan, à quelques centaines de mètres de chez lui, à Gerritsen Beach, située à 25 km du centre de Manhattan.

Pour le prochain Sandy, car il ne doute pas qu'il y en aura un, "j'aurai un endroit pour vivre" au sec, dit-il, "et je pourrai héberger d'autres gens".

AFP

Etats-Unis : Premières mises en accusation dans l'enquête russe

Un grand jury fédéral a approuvé vendredi à Washington les premières mises en accusation dans l'enquête indépendante sur l'ingérence présumée de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016, a-t-on appris de source proche du dossier.

Les accusations ont été placées sous scellé par un juge fédéral, aussi leur nature exacte reste inconnue, a-t-on précisé de même source. Elles pourraient toutefois être rendues publiques dès lundi, a-t-on ajouté.

Selon CNN, qui a révélé l'information, tout a été préparé pour que toute personne mise en accusation vendredi puisse être placée en détention dès lundi.

Les agences de renseignement américaines ont conclu en janvier à l'ingérence de la Russie dans la campagne présidentielle en vue de favoriser la victoire de Donald Trump face à la candidate démocrate Hillary Clinton, notamment par le biais d'une campagne de piratage, la publication d'emails démocrates embarrassants et des actions de propagande sur les réseaux sociaux.

Le procureur spécial Robert Mueller, ancien directeur du Bureau fédéral d'enquête (FBI), a été chargé d'enquêter sur des soup-

çons de collusion avec la Russie touchant les équipes de campagne de Trump.

Le Kremlin, tout comme Donald Trump, a démenti en bloc les accusations.

"Si le procureur spécial le juge nécessaire et approprié, le procureur spécial est autorisé à engager des poursuites à l'égard des crimes fédéraux résultant de l'enquête sur ces sujets", déclarait le 17 mai dernier, l'adjoint au ministre de la Justice, Rod Rosenstein, en nommant Mueller au poste.

Peter Carr, porte-parole du procureur spécial, Peter Carr, s'est refusé vendredi soir à tout commentaire sur les informations de CNN.

Dans l'entourage du procureur, on précise que Mueller a enquêté sur les liens financiers entre certains conseillers de Trump et des gouvernements étrangers, dont la Russie et la Turquie, ainsi que des soupçons de blanchiment d'argent, d'évasion fiscale et d'autres crimes financiers.

Les équipes du procureur ont longuement interrogé l'ancien secrétaire général de la Maison blanche Reince Priebus, l'ex-porte-parole Sean Spicer et d'autres responsables de l'administration Trump.

En juillet, le domicile de l'ancien directeur de campagne de Donald Trump, Paul Manafort, a fait l'objet d'une perquisition du FBI en vertu d'un mandat émis à la demande de Robert Mueller.

L'enquête tente également de déterminer si Donald Trump s'est rendu coupable d'entraide à la justice, en lien notamment avec le renvoi du directeur du FBI James Comey le 9 mai dernier.

James Comey dirigeait alors une enquête fédérale sur des soupçons de collusion avec Moscou et le tollé suscité par son limogeage a entraîné la nomination de Robert Mueller une semaine plus tard.

Donald Trump a d'abord expliqué avoir renvoyé James Comey en raison de sa mauvaise gestion à la tête du FBI mais il a reconnu par la suite, dans une interview à NBC, l'avoir limogé à cause de "cette chose russe".

L'équipe du procureur Mueller enquête également sur Michael Flynn, conseiller de Donald Trump pendant la campagne présidentielle puis éphémère conseiller à la sécurité nationale, avant son renvoi en février dernier.

Michael Flynn a dû renoncer à ce poste

après avoir trompé le vice-président Mike Pence sur l'étendue de ses conversations avec l'ambassadeur de Russie à Washington Sergueï Kislyak en 2016.

Lorsqu'il faisait partie de l'équipe de campagne de Trump, Michael Flynn a également passé un contrat de 600.000 dollars avec un homme d'affaires turc pour tenter de discréditer le prédicateur turc installé aux Etats-Unis Fethullah Gülen, ancien allié du président Recep Tayyip Erdogan devenu son ennemi juré.

L'ancien directeur de la CIA James Woolsey, lui aussi conseiller de Donald Trump pendant la campagne, a accusé Michael Flynn d'avoir évoqué avec cet homme d'affaires et deux ministres du gouvernement turc la possibilité d'exfiltrer Fethullah Gülen pour le présenter devant la justice turque. Michael Flynn a démenti l'existence d'un tel projet.

Jonathan Franks, porte-parole de Woolsey, a précisé vendredi que ce dernier, ainsi que son épouse, avaient été en contact avec le FBI et le procureur Mueller à propos de ces allégations.

AFP

Madrid reprend en main la Catalogne dans une Espagne déchirée

Madrid poursuivait samedi sa mise sous tutelle de la Catalogne, en prenant les rênes du gouvernement et de la police de la région, au lendemain d'une déclaration d'indépendance sans précédent du Parlement régional, largement rejetée en Europe.



A la mi-journée, à Madrid, plusieurs milliers de partisans du maintien de la Catalogne en Espagne ont manifesté dans le centre-ville, brandissant des drapeaux espagnols.

Ce drapeau continuait aussi à flotter aux côtés du drapeau catalan sur le palais du gouvernement régional à Barcelone, où le calme régnait, les badauds ayant remplacé les manifestants indépendantistes de la veille.

Mais la sécurité avait été drastiquement renforcée aux abords de la préfecture, symbole de l'Etat central en Catalogne.

Dès l'aube, le journal officiel a annoncé la destitution du chef de la police catalane, l'emblématique Josep Lluís Trapero, déjà sous le coup d'une enquête pour "sédition".

Le ministère de l'Intérieur prend le contrôle de la police locale, et le chef du gouvernement conservateur Mariano Rajoy devient la première autorité en Catalogne, explique le document. Selon la presse, près de 150 hauts responsables de l'administration catalane seront démis de leurs fonctions.

La gestion quotidienne de la Catalogne est déléguée à la n°2 du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, qui prend la place de l'indépendantiste Carles Puigdemont, destitué vendredi soir avec son équipe.

Resté silencieux depuis, M. Puigdemont devait s'exprimer à 12H30 GMT.

L'incertitude régnait sur la réponse des dirigeants indépendantistes à leur destitution, alors que le parquet général doit engager la semaine prochaine des poursuites pour "rébellion" contre M. Puigdemont, qui risque la prison.

Cette accusation est une "blague absolue. Le délit de rébellion exige un soulèvement public et violent" pour être constitué, a déclaré à l'AFP l'avocat du

dirigeant catalan Jaume Alonso Cuevillas.

La mise sous tutelle de la Catalogne, au titre d'un article de la Constitution jamais utilisé auparavant, a été enclenchée par Madrid quelques heures seulement après la proclamation vendredi par le parlement catalan de "la République catalane".

Outre la destitution de l'exécutif catalan, Mariano Rajoy a convoqué des élections pour le 21 décembre, présentées comme un moyen de sortir l'Espagne de sa pire crise politique depuis son retour à la démocratie en 1977.

Inquiétude

"Ce que nous voulons c'est l'interdiction des partis sécessionnistes. Car s'ils se présentent de nouveau aux élections, ils dirigeront la Catalogne et tout recommencera", affirmait une manifestante opposée aux indépendantistes à Madrid, Candida Jimenez, ancienne fonctionnaire de la police municipale de la capitale, munie d'une banderole "Non à l'impunité des putschistes".

Convoquer des élections "est une honte. C'est prolonger le problème de deux mois", estime également Carlos Fernandez, 41 ans.

A Barcelone, dans des rues vides comme un lendemain de fête, l'inquiétude était dans l'air. "Je suis content à 10% que l'indépendance ait été déclarée, mais à 90% je pense que ça va mal se passer, car l'autre partie n'écoute pas", craignait Juan Rosset, retraité de 74 ans.

Les conséquences de la déclaration d'indépendance unilatérale de la Catalogne, territoire grand comme la Belgique où vivent 16% des Espagnols, sont incalculables, tout comme celles de la mise sous tutelle

par Madrid.

Signe de l'inquiétude en Europe, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker (conservateur du Parti Populaire européen) a souligné vendredi que l'UE n'a "pas besoin d'autres fissures", tandis que les grandes capitales occidentales annonçaient soutenir l'unité de l'Espagne.

Cependant, le président du Conseil européen Donald Tusk a appelé Madrid à choisir "la force de l'argument plutôt que l'argument de la force", alors que beaucoup craignent que la Catalogne ne soit entraînée dans une spirale de troubles.

La réponse du gouvernement permet de "donner la parole aux citoyens, avec les garanties démocratiques", a déclaré le n°2 du Parti Populaire de Mariano Rajoy, Javier Maroto.

Le petit parti d'extrême gauche indépendantiste CUP affirmait qu'il ne se "soumettrait pas" à la mise sous tutelle.

Lors des dernières élections régionales, en 2015, l'ensemble des formations pro-sécession -de l'extrême gauche au centre droit- n'avaient obtenu que 47,8% des suffrages, mais une majorité en sièges au parlement catalan. La résolution déclarant l'indépendance a été adoptée vendredi par 70 voix pour (sur 135 députés), en l'absence de la plus grande partie de l'opposition, qui avait quitté l'hémicycle.

L'indépendantisme avait tout particulièrement commencé à prospérer quand le parti de M. Rajoy avait obtenu en 2010, de la Cour constitutionnelle, qu'elle ampute largement un statut conférant de plus larges pouvoirs à la Catalogne.

Cuba-USA : la controverse sans fin autour des «attaques acoustiques»

L'enquête sur les mystérieux incidents qui auraient causé des dommages physiques à des diplomates américains à Cuba continue de susciter la polémique entre Washington et La Havane, qui reproche aux Etats-Unis d'entraver ses investigations.

Depuis la révélation de l'affaire en août, l'administration américaine se garde d'accuser formellement le gouvernement cubain, mais le président Donald Trump a affirmé mi-octobre que Cuba était "responsable". Et la Maison-Blanche considère que La Havane avait "les moyens de stopper les attaques". Samedi à Washington, le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez a dénoncé une "manipulation politique destinée à nuire aux relations bilatérales" entre les deux pays. "Les soi-disant attaques acoustiques sont totalement fausses", a-t-il insisté.

Dans un documentaire sous forme de contre-offensive diffusé jeudi soir par la télévision cubaine, des responsables cubains de l'enquête ont aussi rejeté toute responsabilité, tout en reprochant à la partie américaine de ne pas collaborer.

Responsable du volet médical, le Dr. Manuel Villar a affirmé que Washington avait refusé de partager les dossiers médicaux des personnes affectées ou de laisser des médecins américains échanger avec leurs confrères cubains.

"La coopération a été nulle et les rapports que nous avons reçus n'éclairent pas ce qui s'est passé", a-t-il déploré. Les Cubains assurent pourtant avoir fait preuve de bonne volonté en accueillant des enquêteurs du FBI à trois reprises cette année.

Sourd à ces arguments, Washington a retiré fin septembre plus de la moitié de son personnel diplomatique à Cuba et expulsé 15 diplomates cubains du territoire américain. Depuis près d'un mois, les visas américains ne sont plus délivrés à Cuba, ce que La Havane juge "injustifié".

En prenant de telles mesures sans attendre les résultats de l'enquête, Donald Trump et son secrétaire d'Etat Rex Tillerson "sont en train de placer la relation avec Cuba dans un bourbier, sans proposer aucune perspective de sortie de crise", regrette l'expert cubain Arturo Lopez-Levy, professeur à l'Université du Texas Rio Grande Valley.

Au delà de la querelle diplomatique, les parties s'opposent sur la nature même de ces obscurs incidents, dignes d'un roman d'espionnage.

Selon des responsables américains, ces "attaques" qui ont affecté au moins 24 diplomates entre novembre 2016 et août 2017 dans des résidences et hôtels de la capitale cubaine ont pu être menées à l'aide d'appareils acoustiques.

Une version battue en brèche par les conclusions du documentaire diffusé jeudi par les autorités cubaines, qui soulignent l'absence de preuves confirmant les causes ou l'origine des dommages physiques rapportés aux Etats-Unis (migraines et nausées, légères lésions cérébrales, pertes d'audition, Ndlr). Selon La Havane, des experts locaux ont analysé en vain de nombreux prélèvements effectués autour des résidences diplomatiques et hôtels concernés, et exploré de multiples pistes telles que l'intervention de toxines, d'ondes électro-magnétiques ou... d'insectes.

La semaine dernière, plusieurs médias américains ont diffusé une bande sonore saisie au smartphone par une des victimes. Mais de l'avis des experts, cet enregistrement ressemblant fortement au chant aigu d'un grillon ou d'un criquet n'éclaire en rien les événements. "En tant que tel, le son ne semble à même de provoquer aucun dommage", relève le professeur Kausik Sarkar, de l'école d'ingénierie de l'Université George Washington, qui l'a analysé. Selon lui, sur ce type d'enregistrement, impossible de détecter d'éventuels infra-sons (moins de 20 Hertz) ou ultra-sons (plus de 20 000 Hz) nocifs.

Beaucoup d'experts aux Etats-Unis et à Cuba doutent de la faisabilité de telles attaques, mais Peter Earnest, directeur du Musée de l'espionnage à Washington, rappelle que "par le passé plusieurs organisations ont travaillé sur l'utilisation du son comme arme".

Pour Denis Bedat, spécialiste français en bio-électromagnétique, l'émission discrète et ciblée d'ondes infra-soniques est difficilement envisageable car elle nécessiterait un puissant amplificateur et des enceintes de grande taille pour être en mesure de causer des dommages physiques.

Mais la projection d'ultra-sons nocifs à partir d'un dispositif non repérable est "tout à fait plausible d'un point de vue technique", par exemple à distance à l'aide d'une antenne ou à proximité de la cible avec un petit boîtier.

"J'ai lu les rapports des attaques dans les hôtels et c'est très étrange, ce pourrait être une sorte d'accident, une activité industrielle ou une opération qui a mal tourné", spécule M. Earnest.

Car, comme nombre d'experts, il "ne voit pas" les Cubains se livrer à de telles attaques en plein rapprochement diplomatique avec les Etats-Unis.

Seule certitude pour ce vétéran de l'espionnage ayant passé 35 ans au sein de la CIA, il "n'a jamais rien vu de tel" au cours de sa carrière.

Pakistan

Le Brexit donne le blues aux familles d'émigrés

"Notre famille nous envoyait de l'argent tous les mois. Maintenant, c'est seulement tous les deux-trois mois". Comme nombre d'habitants de Mirpur au Pakistan, Javed Mushtaq compte de moins en moins sur le soutien de ses proches émigrés en Grande-Bretagne.

Entre Brexit et désaffection de la jeune génération, Mirpur, une ville du Cachemire pakistanais surnommée "la Petite Angleterre", craint pour son avenir, elle qui a fait fortune grâce aux fonds envoyés par ses dizaines de milliers d'émigrés partis depuis les années 50 travailler au Royaume-Uni.

"La valeur de la livre sterling a baissé et cela nous pose problème", explique M. Mushtaq, un fonctionnaire dont plusieurs frères et oncles travaillent dans le nord de l'Angleterre comme chauffeurs de taxis ou dans la construction.

Ces derniers soutiennent financièrement une quinzaine de proches restés à Mirpur, une ville de plus de 100.000 habitants.

Mais "notre vie n'est plus aussi facile qu'avant", reconnaît Javed, à Mirpur.

Sur les rives paisibles de la vaste retenue d'eau de Mangla, les palaces carrelés, les boutiques ruisselant de lumière et les dizaines de banques et bureaux de change témoignent d'une prospérité venue d'ailleurs, dans une région au taux de chômage plus élevé que la moyenne.



"Nous n'avons pas de grandes exploitations agricoles, pas de base industrielle, et nous ne sommes pas sur des routes stratégiques", souligne l'homme d'affaires et élu local Choudhery Muhammad Saeed.

Les 'remittances'

A défaut, Mirpur s'est développée grâce aux "remittances", ces fonds envoyés par les émigrés et estimés à 200 millions de dollars en moyenne par an, indique-t-il.

"Si on n'avait pas ces fonds, nous serions tous esclaves dans les briqueteries" qui exploitent des milliers de personnes dans la province voisine du Pendjab, dit-il.

La principale vague d'émigration a eu lieu dans les années 50-60, quand les habitants de Mirpur ont été expropriés pour la construction du barrage qui a englouti la

ville d'origine.

La Grande-Bretagne, qui avait alors besoin de main-d'oeuvre, a ouvert ses portes à cette population déracinée, dont certains habitants avaient déjà dû fuir leur village en raison du conflit au Cachemire, que l'Inde et le Pakistan se disputent depuis 1947.

Environ un million de Britanniques sont d'origine pakistanaise, dont une majorité seraient originaires de la région de Mirpur, et c'est là qu'ils ont longtemps marié leurs enfants, construit leurs maisons de famille et passé leurs vacances.

Inquiétude

Mirpur vit au rythme de l'économie britannique. Aussi la perspective du Brexit a-t-elle quelque peu changé la donne.

Chez Nafees Bakers, la

branche locale d'une chaîne de restauration anglaise, le chiffre d'affaires a plongé de 30% depuis le vote du Brexit en juin 2016.

"Les Mirpuris britanniques sont inquiets, ils ne dépensent pas comme avant", selon Raafay Nafees, dont le père émigré a fondé Nafees ainsi que Kashmir Crown Bakeries (KCB), deux grosses sociétés d'alimentation basées à Bradford, une ville industrielle britannique.

Les fonds envoyés depuis la Grande-Bretagne vers le Pakistan ont baissé de 9,36% pour l'année fiscale 2017 (juin à juin), passant de 2,58 à 2,34 milliards de dollars selon la Banque centrale du Pakistan.

L'ensemble des fonds envoyés par la diaspora pakistanaise dans le monde a, elle, baissé de 3% sur la même période.

Cette première baisse après des années de croissance inquiète les autorités, d'autant que la hausse des importations et des rapatriements de bénéfices par les sociétés étrangères ont mis à mal les réserves de devises du pays.

Couper le cordon

Au-delà du Brexit, la nouvelle génération est en train de couper le cordon.

"Les gens ne viennent que pour de courts séjours maintenant, et sans emmener toute la famille. Les billets d'avion coûtent cher et les jeunes préfèrent passer des vacances en Turquie ou au Maroc", selon Raafay Nafees.

"Quand j'étais plus jeune,

nous venions chaque année, mais c'est la première fois que je reviens depuis quatre ans", explique Alisha Iqbal, une jeune analyste financière de Birmingham, qui profite de sa dernière journée à Mirpur pour remplir ses bagages de tenues chatoyantes et d'ingrédients locaux.

"Je n'ai pas beaucoup de vacances, je choisis d'habitude des destinations plus proches".

Même parmi ceux qui, de la deuxième génération, continuent à venir en vacances, rares sont ceux qui envoient de l'argent au Pakistan.

Et hormis les mariages arrangés entre Mirpuris britanniques et pakistanais, les familles émigrées reviennent de moins en moins célébrer les noces au Cachemire.

Nadeem Hussain, un gérant de fast-food à Stoke-on-Trent, entre Birmingham et Manchester, estime que le lien sera coupé d'ici une génération ou deux.

Son père émigré n'est pas revenu s'installer au pays pour sa retraite comme il l'avait prévu: c'était "trop compliqué", raconte le trentenaire, en vacances à Mirpur avec sa fille de deux ans.

Il avait "construit une maison pas loin de Mirpur il y a 20 ans, et acheté des terres pour l'avenir. Mais cela ne nous intéresse pas vraiment de venir (nous installer) ici", dit-il.

Et "je ne pense pas que les enfants de ma fille garderont beaucoup de liens avec Mirpur".

AFP

Népal

Au moins 19 morts dans un accident d'autocar

■ Au moins 19 personnes ont été tuées samedi dans l'accident d'un autocar bondé qui a plongé dans une rivière au Népal, a annoncé la police.

L'autocar a quitté la route au petit matin pour se précipiter dans la rivière Trishuli dans le district de Dhading, à environ 80 km à l'ouest de Katmandou.

"Nous avons retrouvé les corps de 19 personnes sur le lieu de l'accident et le nombre de disparus reste inconnu car l'autocar ne disposait pas d'une liste de passagers", a expliqué à l'AFP un responsable de la police locale Dhruva Raj Raut. Des images d'une télévision locale ont montré des sauveteurs retirant des corps de l'eau tandis que des soldats en bateau quadrillaient la rivière.

Au moins 16 passagers blessés ont été hospitalisés, selon la police. Les autorités doivent encore confirmer les raisons de l'accident. Les médias locaux citent des passagers de l'autocar évoquant une possible ébriété du conducteur. Le conducteur, lui-même blessé dans l'accident, est recherché par la police qui le soupçonne de s'être enfui après s'être déchargé lui-même de la carcasse de l'autocar.

Les accidents de la route meurtriers sont relativement fréquents dans ce pays pauvre himalayen en raison du mauvais état du réseau, du manque de maintenance des véhicules et d'une conduite téméraire.

AFP

Guerre de 14-18

L'Inde va récupérer les restes de deux soldats tués en France

Des représentants de l'armée indienne vont se rendre en France en novembre pour identifier et rapporter dans leur pays les restes de deux soldats indiens tués il y a un siècle durant la Première guerre mondiale, a annoncé samedi un responsable militaire. Les restes de deux soldats des Garhwal Rifles, non identifiés mais portant les insignes de ce régiment, à l'époque intégré à l'Armée britannique des

Indes, ont été découverts en septembre 2016 dans un champ près de la commune de Laventie, dans le nord de la France, à environ 70 kilomètres de Dunkerque.

Les restes d'un soldat britannique et d'un allemand ont aussi été retrouvés sur les lieux lors d'un chantier des autorités locales.

La France a informé l'Inde de cette découverte et Delhi a décidé d'envoyer un groupe de quatre émissaires, y compris un général

appartenant au même régiment, pour identifier les soldats et récupérer leurs restes.

"Différents accessoires, y compris des insignes de régiment, ont été découverts. Nous ferons de notre mieux pour les identifier, bien que cela s'annonce difficile", a expliqué le colonel Ritesh Roy, des Garhwal Rifles.

Ce régiment, portant le nom de la région himalayenne de Garhwal, a été créé en 1887 dans le cadre

de l'Armée du Bengale, avant d'être incorporé à l'Armée britannique des Indes. Il fait toujours partie de l'armée indienne.

Les Garhwal Rifles ont été engagés dans les deux Guerres mondiales, alors que la Grande-Bretagne était la puissance coloniale. Ils ont perdu près de 700 soldats durant la première guerre (1914-18) et 350 durant la seconde (1939-45).

Deux de ses soldats ont été

décorés de la Victoria Cross, la plus haute distinction pour acte de bravoure au Royaume-Uni et dans le Commonwealth, pour leur courage durant la Première Guerre mondiale. Plus d'un million de soldats du sous-continent indien ont servi dans les forces alliées durant la guerre de 14-18, dont près de 70.000 ont été tués. 2,5 millions de soldats indiens ont participé à la Seconde Guerre mondiale.

AFP

Il évoque la décennie noire

Noces en barbarie, un premier roman de Leila Mallem

Dans *Noces en barbarie*, la romancière Leila Mallem relate une histoire d'amour atypique et insensée entre un chef terroriste sanguinaire et sa captive, tout en brossant, à travers ce prisme, un tableau du drame algérien durant les années du terrorisme.



Dans ce roman de 453 pages paru aux éditions Dar El Gharb, l'auteure retrace le drame d'une famille dont le destin a basculé après l'enlèvement de leur fille. Ismâ, c'est d'elle qu'il s'agit tout au long du récit, est étudiante en médecine et fille d'un pharmacien, reconverti dans l'industrie.

Un soir, sur le chemin du retour d'une fête familiale en compagnie de son fiancé et sa cousine, Ismâ tombe entre les mains de terroristes dans un faux barrage. Tous trois seront kidnappés. Commence, alors pour eux, la descente aux enfers.

D'abord par le supplice de Faïza, la cousine, conduite dans un maquis où elle subira des viols à répétition pour assouvir les «bas instincts de dizaines de terroristes». «Dès la première nuit de captivité, elle (Faïza) en vient à souhaiter la mort ou la démence pour échapper à la violence ambiante et aux simulacres de mariages circulaires religieux et de répudiation».

Les trois victimes sont finalement séparés, avant que Jalil, le fiancé, ne soit décapité et son corps découpé puis abandonné dans un sac en plastique.

Autre campement terroriste, autre cauchemar : Ismâ se retrouve détenue dans les «appartements privés» de l'«émir» terroriste Ali, «El Oustad» ainsi qu'il se fait appeler par ses acolytes, qui «veille à la sécurité de sa détenue tout en la gardant enfermée pour la forcer à soigner les blessés, la menaçant à chaque fois de la jeter en pâture à ses hommes».

La jeune femme oppose une farouche résistance au chef terroriste, refusant par exemple de «troquer son jeans pour une robe ample et un voile» ou encore en se lançant dans d'interminables conciliabules sur l'Islam, la place de la femme dans la société et la «légitimité de cette guerre absurde et fratricide».

Le chef terroriste est cependant trahi par ses bonnes manières, son niveau d'instruction et l'attention particulière qu'il porte à sa captive dont il essaiera d'améliorer le confort, un profil qui jure avec celui du chef terroriste sanguinaire qu'il est devenu.

Et Ismâ, dont la conduite viendra ébranler ses «convictions et ses objectifs d'instituer un ordre nouveau dans le pays par le feu, le sang et l'épée», s'interroge de plus

en plus sur les raisons qui ont motivé ce basculement d'El Oustad dans l'innommable.

Le courage et la beauté de la jeune femme ainsi que sa rigueur dans la pratique de la médecine, forcent ainsi l'admiration du chef terroriste. Dans son refus de se soumettre, Ismâ ira jusqu'à se raser le crâne pour «ne plus rien laisser à couvrir», laissant le sanguinaire froid et méthodique désarmé face à la détermination de sa victime.

Au fil du récit, le terroriste est séduit par sa captive alors qu'elle, privée de tout confort, menacée de viols répétés, voire d'une fin atroce, se prend d'affection pour son geôlier dans un retournement de situation que seul le syndrome de Stockholm - élan de sympathie paradoxal d'un otage pour son ravisseur connu en psychologie - peut expliquer.

Si l'auteure brosse un tableau fidèle des années de terrorisme subi par les Algériens, en restituant le calvaire des victimes et l'angoisse infinie de leurs proches, en démontrant que l'amour, même irrationnel, supplante l'horreur, elle verse cepen-

dant dans un discours surfait, rendant surréalistes des scènes : dans plusieurs passages des personnages en situation de danger de mort, encerclés par des terroristes armés, s'offrent le luxe de se lancer dans des débats sur l'intégrisme religieux, l'interprétation de l'Islam, rendant le récit peu crédible.

Le texte est, par ailleurs, desservi par une couverture sans grande créativité et des défauts d'impression et d'assemblage.

Leila Mallem, enseignante de français, est titulaire d'un doctorat en lettres modernes. *Noces en barbarie* est son premier roman.

R. N.

Ecrite par Dalila Medjahed *Les larmes éloquentes* un roman aux penchants poétiques

■ La poétesse Dalila Medjahed a signé dans *Les larmes éloquentes*, son premier roman marqué par ses penchants poétiques et dans lequel elle évoque l'histoire personnelle d'une fille, devenue adulte, qui souffre de l'absence d'un être cher dans un monde marqué par la violence.

«C'est une histoire, qui pourrait être celle de n'importe quelle personne, pleine de craintes, d'espoirs, de désirs, mais aussi de rêves», a-t-elle déclaré.

Selon elle, «c'est à travers sa douleur et sa peine» que le personnage du roman «très nostalgique se rend compte de la cruauté humaine».

Elle évoque ses pensées par rapport à la misère humaine et au terrorisme, en abordant la «thématique immuable» qu'est la liberté, notamment celle de la femme, dans «un contexte lourd et difficile lorsqu'on vit dans un pays d'immigration, issue de la diversité pour finalement faut toujours se battre pour exister».

Dalila Medjahed qui a rappelé qu'elle n'oublie pas ses origines algériennes a indiqué qu'à travers son roman, elle a voulu rendre hommage, aux victimes du terrorisme, quel que soit le pays. «Comment se taire devant le drame humain, devant ce qu'il y a de pire en l'humanité», a-t-elle dit, estimant toutefois que «chaque épreuve dramatique nous fortifie et nous permet de croire en la beauté de l'âme et des mots», a estimé l'auteure qui écrit, depuis son jeune âge, des mots et des pensées au rythme d'une poésie libre. Le roman (paru aux éditions du Panthéon), qui se laisse lire en un trait, est entrecoupé de vers pour «casser la monotonie de la prose avec des mots propres à l'alchimie du verbe et de l'image afin de montrer le chemin de l'espoir dans un univers qui vacille entre rêve et réalité, entre guerre et paix».

«C'est un premier roman sur l'espoir. Je crois en l'espoir et je dis toujours qu'au bout du chemin il y a toujours une fenêtre ouverte», a-t-elle expliqué, affirmant qu'elle clame toujours son amour pour son pays d'origine. L'auteure qui espère voir son roman édité en Algérie note que celui-ci est «un mélange de récit et de poésie, plein de réflexions, de chagrins, mais aussi d'espoirs immuables». «Il constitue un message de réconciliation, de paix et de liberté», a-t-elle déclaré.

R. N.

Littérature orale

Thème d'une rencontre le 20 novembre à Oran

Une journée d'étude ayant pour thème «La littérature orale : place et rôle dans la société» est prévue le 20 novembre prochain à Oran, a-t-on appris samedi de l'association locale Le Petit Lecteur, organisatrice de l'événement.

La rencontre a pour objectif de «contribuer à la valorisation du patrimoine immatériel en portant des regards croisés sur la littérature orale et sa transmission», a précisé à l'APS, Djamilia Hamitou, cadre de l'association indiquée.

Plusieurs chercheurs et conteurs pren-

dront part à cette manifestation culturelle qui permettra d'aborder «les diverses formes et fonctions de la littérature orale aux plans artistique et social», a-t-elle expliqué. La journée d'étude coïncidera avec l'ouverture, au siège de l'association, d'un centre de ressources documentaires spécifique aux arts de l'oralité (contes, chants, poésie), a annoncé Mme Hamitou.

Depuis sa création, en 1993, l'association Le Petit Lecteur s'est illustrée par ses actions pour la promotion de la lecture chez les jeunes, avec la mise à disposition de milliers d'ouvrages au sein de sa biblio-

thèque Jeunesse. L'animation d'un festival annuel du conte pour enfants figure également parmi ses réalisations majeures, outre des ateliers de formation consacrés à divers thèmes en rapport avec le recueil et la transcription de contes oraux.

L'association a, en outre, programmé un cycle de conférences qui sera lancé le 4 novembre prochain avec une première rencontre sur le penseur Mohammed Arkoun (1928-2010), animée par Ammar-Messaoud Belhasseb de l'université de Guelma.

R. K.

«Une heure de conversation vaut mieux que cinquante lettres.»

Madame de Sévigné

FEMMES

ILS ONT DIT :

«La conversation est un art difficile. Il faut savoir être économe.»

Gilles Archambault

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Johnny Hallyday

Laura Smet donne des nouvelles rassurantes de son père

La santé de Johnny Hallyday, atteint d'un cancer, préoccupe ses nombreux fans ainsi que les médias. Sa fille Laura Smet a donné des nouvelles qui rassureront sans doute ces derniers...

Depuis quelques jours, des rumeurs plutôt alarmantes circulent sur l'état de santé de Johnny Hallyday. Afin d'en avoir le coeur net, certains ont pris l'initiative de questionner les proches du chanteur. Invitée sur le plateau du 20 h de France 2 afin de parler du film *Carbone* dans lequel elle joue, Laura Smet n'a évidemment pas échappé à la question.

«Il y a beaucoup de rumeurs ces jours-ci, parfois alarmistes, sur l'état de santé de votre père. Est-ce que je peux vous demander comment il va, pas par impudeur, mais parce que les Français l'aiment et qu'ils s'inquiètent», a ainsi demandé Thomas Sotto à l'actrice et fille du chanteur.

Laura Smet n'a pas esquivé la demande du journaliste et a immédiatement accepté de répondre. «Mon père, il se bat d'une manière incroyable. Et il a raison de se battre, car les résultats sont là, et ils sont bons. Et je suis extrêmement fière de mon père. Je ne peux pas vous dire plus que ça», a-t-elle donc expliqué.

Le réalisateur Olivier Marchal, présent aux côtés de l'actrice sur le plateau, a même évoqué un projet de film avec Johnny Hallyday. «On a peut-être un projet ensemble, que j'aimerais bien faire avec Johnny et sa fille. Parce que Johnny veut travailler avec moi depuis longtemps aussi», a confié le cinéaste.



Soin

Prendre soin de ma peau

Je me démaquille deux fois par jour

Une belle peau est une peau nette. Inutile de trouver des excuses ; même fatiguée, éreintée, vous ne pouvez pas y échapper. Vous devez absolument appliquer une lotion démaquillante au réveil pour enlever les dépôts de gras qui s'accumulent pendant la nuit. Le soir, un démaquillage en trois étapes (savon doux, lait et lotion tonique) s'impose. Jour après jour, votre peau gagnera en

éclat et en vitalité

J'utilise une crème hydratante tous les jours

Après 18 ans, le renouvellement cellulaire commence à diminuer : c'est déjà le moment pour vous d'hydrater votre peau. Buvez beaucoup au cours de la journée et utilisez une crème de soin tous les matins (le soir aussi c'est encore mieux). Appliquez la crème sur une peau propre et sèche et massez. Une crème se choisit : son

intensité doit correspondre à votre type de peau (évités les anti-rides si vous avez moins de trente ans). La crème idéale répond à ces trois critères : elle ne vous brûle pas (toute démancheaison est le signe d'une petite réaction allergique), elle n'est pas comédogène (la présence de corps gras favorise l'acné) et donne à votre peau éclat et vitalité.

Je suis zen !

Le stress est l'ennemi absolu de la beauté. Adoptez le mot de l'année

: la relativité ! Hiérarchisez les sujets qui vous perturbent et définissez-vous un programme «sérénité» : trois fois par jour, faites une pause «respiration» profonde pour oublier le stress (inspirez par le nez en gonflant le ventre et retenez l'air pendant quelques secondes puis soufflez).

Je dors bien et beaucoup

Le sommeil est un élixir de beauté irremplaçable. Votre vie active vous empêche d'avoir de vraies nuits réparatrices, rien n'est perdu. Dites-vous que c'est la phase de sommeil profond qui permet de récupérer. Cependant, même si vous avez des obligations, couchez-vous avant minuit (la phase de sommeil réparatrice est plus importante en début de nuit) et dès que vous pouvez, offrez-vous une bonne nuit de sommeil pour récupérer. Allez vous coucher dès que vous sentez les premiers signes de fatigue (bâillements, frottement des yeux...) et profitez du week-end pour faire une sieste de 20 minutes (le temps d'une phase de sommeil paradoxal) ou de 1 h 30 (la durée d'un cycle complet).

Remèdes de grand-mère

Rajeunir ses mains

Je ne m'essuie pas les mains après... avoir étalé un masque de beauté sur mon visage ou mon corps. Je leur en fait profiter. Ainsi pas de gaspillage et mes mains restent jeunes !

Remède contre l'acné et les points noirs

Pour enlever l'acné sur le visage et le dos : faites bouillir dans 1/4 d'eau, 30 g de baies de genièvre (10 min). Appliquez matin et soir pendant 1 mois ; pour les points noirs sur les épaules : mettez du jus de citron sur un coton et tamponnez-les avec celui-ci matin et soir jusqu'à leur disparition.

Le bain aux plantes

Faites une décoction de 250 grammes de baies de genièvre dans 2 litres d'eau minérale bouillante. Laissez infuser pendant 30 minutes, puis ajoutez-la à l'eau de votre bain.

Un masque anti-peau grasse

Mélanger 2 cuillères à soupe de miel, le jus d'un citron ainsi qu'une cuillère à café d'argile verte en poudre.

Bon à savoir

Sourire avec son ventre !

Pour se détendre, les Orientaux ont une pratique originale du sourire. «Le visage comporte une quarantaine de muscles qui sont reliés, via les organes des sens, à d'autres systèmes organiques.»

- Les yeux sont par exemple «raccordés» au foie. «Souriez des yeux et concentrez-vous sur votre foie. Inspirez par le ventre et détendez ce siège de la colère. En plaçant votre main droite à cheval sur la dernière côte droite, vous sentirez réagir et «glouglouter».»

- Votre sourire va s'étendre aux

ailes du nez, concentrez-vous alors sur vos poumons, siège du courage. Respirez bien avec le ventre et soufflez. Vous ressentirez la détente profonde des poumons, leur capacité à se remplir d'air. Car, angoissé, on oublie souvent de respirer profondément. «Sortez ce que vous n'aimez pas, et refaites l'exercice plusieurs fois par jour.»

- Souriez enfin largement et concentrez-vous sur la rate et le pancréas, à gauche en dessous des côtes, siège des soucis.

- «Puis souriez jusqu'aux oreilles», raccordées aux reins,

sites de la peur. Pour les apaiser, imaginez-les logés à la taille, dans le dos, au besoin, massez-les avec les doigts des deux mains. Enfin, relâchez la langue et concentrez-vous sur la détente du cœur, siège de l'impatience et de la jalousie. Vous serez étonnée de vous sentir plus centrée et plus détendue.»



Santé

Qu'est-ce que la ménopause ?

Ce qu'il faut savoir en premier c'est que la ménopause est un phénomène naturel ; ce n'est pas une maladie.

A quel âge commence la ménopause ?

La ménopause intervient en moyenne à 50 ans. Mais d'une femme à l'autre, cette étape peut se produire naturellement entre 40 et 55 ans. Elle est généralement avancée d'un an ou deux chez les grosses fumeuses. De plus, certains facteurs génétiques peuvent jouer. La date de survenue de la ménopause est souvent la même pour une mère et sa fille.

Les troubles urinaires

Le contrôle de la vessie peut être moins bon, ce qui peut provoquer de petites fuites urinaires, en particulier lors d'efforts (étirements, fous rires...). Il est important de prendre en compte ce problème d'incontinence dès qu'il apparaît afin qu'il ne s'accroisse pas.

Les modifications de la peau

La structure et la texture de la peau sont influencées par les hormones sexuelles et des modifications biologiques plus générales liées au vieillissement. Après la ménopause, la peau devient plus fine et plus fragile.

La prise de poids

Souvent, au moment de la ménopause, les femmes prennent du poids et trouvent qu'il est plus difficile qu'auparavant de perdre ces kilos. La prise de poids n'est pas directement liée aux modifications hormonales de la ménopause. Cependant, la ménopause entraîne une modification dans la répartition des graisses.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue 1 Mobilis (9^e journée)

La JSS et l'USMA se lâchent

L'USM Alger a atomisé le CR Belouizdad (4-0) dans un derby largement dominé par les Rouge et Noir, et qui s'était disputé samedi soir au stade de Bologhine pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1 Mobilis de football, ayant vu le MC Alger repartir avec une précieuse victoire (2-1) de son déplacement chez la lanterne rouge, l'USM Blida, au moment où la JS Saoura s'est emparée seule de la deuxième place, après sa victoire (4-2) contre le DRB Tadjenanet. Demi-finalistes malheureux en Ligue des champions, les Usmistes se sont replongés dans le championnat national en remportant un premier derby contre l'USM El Harrach (2-0), avant d'enchaîner trois jours plus tard par le



Chabab, qu'ils ont étrillé (4-0), grâce à Benmoussa (7'), Ziri-Hammar (13' sp) et Derfalou, auteur d'un doublé (23' sp et 40'). Un deuxième succès consécutif pour les Rouge et Noir, grâce auquel ils rejoignent l'Olympique de Médéa à la 9^e place, avec 11 points, tout en ayant trois matchs en retard, susceptibles de les aider à améliorer un peu plus leur classement. De son côté, le CRB, dont c'était la première défaite en championnat cette saison, régresse à la 4^e place, qu'il partage avec le Paradou AC, avec 14 points chacun. A Blida, plus rien ne va pour l'USMB locale, n'ayant remporté aucun succès en neuf matchs. Le dernier club en date à avoir vendangé dans ses malheurs, c'est le MC Alger, ayant réussi à repartir avec une précieuse victoire (2-1). Après l'ouverture du score par Nekkache (8'), les Blidéens avaient cru l'espace d'un court instant qu'ils allaient peut-être inverser la tendance, après l'égalisation de Limame (63'). Mais le capitaine mouloudéen, Abderrahmane Hachoud, a surgi à la 88^e et a anéanti leurs espoirs (2-1). Un précieux succès pour le Doyen, qui se hisse à la 7^e place, avec 12 points, au moment où l'USMB reste lanterne rouge avec seulement deux unités au compteur. De son côté, le NA Hussein Dey a très mal démarré son match contre l'USM Bel-Abbès, avant de se ressaisir et de limiter les dégâts, puisque, après avoir raté un penalty par Harrag (35'), puis concédé l'ouverture du score devant Bouguelmouna (62'), les Sang et Or ont plus ou moins sauvé les meubles à la 66^e, en égalisant par Oukal (1-1). Un semi échec à domicile, qui maintient le Nasria dans le ventre mou du classement, avec neuf points, au moment où l'USMBA se hisse dans la première partie du tableau, avec douze unités. A l'instar du

Nasria, la JS Saoura a mal démarré son match contre le DRB Tadjenanet, puisqu'elle a commencé par concéder l'ouverture du score devant Demane (3'), avant de renverser la vapeur, entre autre grâce à son buteur-maison Mustapha Djallit, auteur d'un triplé aux 6' (sp), 28' et 51', alors que l'ancien usmiste, Bourdim, a clôturé le festival, en ajoutant un quatrième but à la 84'. Un excellent résultat, qui propulse la JSS sur la deuxième marche du podium, qu'elle occupe désormais seule avec 17 points, alors que le DRBT reste bloqué à la 12^e place, avec neuf unités au compteur. Vendredi, en ouverture de cette 9^e journée, c'est le CS Constantine qui avait réussi la meilleure affaire, en conservant la première place du classement général, malgré son nul à domicile face à l'Olympique de Médéa (1-1), au moment où l'Entente de Sétif s'était emparée seule de la troisième place, après sa précieuse victoire chez le MC Oran (1-2). De leur côté, les Harrachis ont très bien réagi après leur défaite contre l'USMA, en remportant leur deuxième derby contre le Paradou AC (3-2). Mais ils restent premiers relégués, avec sept points, au moment où le Paradou stagne à la 4^e place, qu'il partage avec le Chabab, avec 14 unités chacun. Pour sa part, le nouveau promu, l'US Biskra s'est relativement bien débrouillé, malgré un déplacement difficile chez la JS Kabylie, d'où il a réussi à repartir avec un nul (0-0). Un assez bon résultat, qui permet aux clubs des Zibans (avant-dernier) de creuser l'écart à quatre points sur l'USM Blida (dernier), au moment où la JSK reste scotchée à la 7^e place, qu'elle partage avec le MCA et l'USMBA, avec 12 points chacun.

Imad M.

Résultats et classement :

JSK- USB	0-0
MCO-ESS	1-2
PAC-USMH	2-3
CSC- OM	1-1
USMB-MCA	1-2
NAHD-USMBA	1-1
USMA-CRB	4-0
JSS- DRBT	4-2

	Pts	J
1). CS Constantine	18	9
2). JS Saoura	17	9
3). ES Sétif	15	8
4). CR Belouizdad	14	9
--). Paradou AC	14	9
6). MC Oran	13	9
7). MC Alger	12	8
--). JS Kabylie	12	9
--). USM Bel-Abbès	12	9
10). USM Alger	11	6
--). Olympique Médéa	11	9
12). DRB Tadjenanet	9	9
--). NA Hussein Dey	9	9
14). USM El Harrach	7	9
15). US Biskra	6	8
16). USM Blida	2	9

Basket-ball/Championnat arabe des clubs

Le GSP domine Al-Fath

■ Les basketteurs algériens du GS Pétroliers se sont qualifiés aux quarts de finale du Championnat arabe des clubs champions 2017, en s'imposant devant leurs homologues saoudiens d'Al-Fath sur le score de 97 à 71, mi-temps : 47-30, pour le compte de la 3^e et dernière journée du groupe C disputé samedi à Salé (Maroc). C'est la deuxième victoire du GS Pétroliers qui avait dominé le club émirati d'Al-Ahly (110-75), contre une défaite face à l'AS Salé (63-78). En quart de finale, prévu lundi, les Pétroliers qui terminent à la 2^e place du groupe C seront opposés aux Tunisiens de la JS Manazeh qui se sont adjugés la deuxième place du groupe A. Douze clubs répartis en trois groupes (A, B, C) prennent part à la 30^e édition du Championnat arabe des clubs champions qui se poursuit jusqu'au 2 novembre à Salé. Le groupe A est composé d'Al-Jazira (Egypte), du FUS Rabat (Maroc), de la JS Manazeh (Tunisie) et du Mahreq (Bahreïn), alors que la poule B comprend Al-Gharrafa (Qatar), Nazoua (Oman), les FAR Rabat (Maroc) et Homentmen (Liban). Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les deux meilleurs troisièmes se qualifient aux quarts de finale.

Rallye auto d'Aïn Defla
Les pilotes de Blida dominateurs

■ Les pilotes de la ligue de Blida ont surclassé leurs homologues d'Alger au cours du premier rallye auto en ville disputé samedi à Aïn Defla et dont le coup d'envoi a été donné en matinée au niveau de la place des martyrs de la ville. Organisée par la ligue des sports mécaniques de Blida et de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) d'Aïn Defla, sous l'égide de la Fédération algérienne de la discipline, cette manifestation sportive, qui s'est déroulée sur un circuit fermé de 1,7 km à raison de 5 et 9 tours selon les catégories, a drainé un nombreux public avide de voir de plus près les pilotes à l'œuvre. Trentehuit (38) pilotes activant au sein des ligues de Blida et d'Alger ont pris part à cette course organisée à la veille de la célébration du 63^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale. "Indépendamment des résultats techniques, le plus important consistait surtout à permettre aux habitants d'Aïn Defla de découvrir cette discipline", a expliqué le président d'honneur de la ligue de Blida des sports mécaniques, Kamel Boudjakdji. Il a précisé que les véhicules ayant pris part au rallye sont d'anciennes voitures reconstituées par des mécaniciens algériens, signalant que leur entretien a été pris en charge par les pilotes eux-mêmes. Il a toutefois expliqué que dans un souci d'une plus grande sécurité des spectateurs et afin de permettre aux pilotes de rester concentrés sur leur sujet, il était plus que "vital" de mettre en place des circuits fermés pour l'organisation de pareilles manifestations sportives. Selon lui, "le développement de cette discipline nécessite une plus grande implication des sponsors", faisant état d'un grand engagement pour cette discipline à l'échelle nationale notamment de la part des jeunes.

Championnat wilaya de rugby

Le Stade Oranais et Rugby club de Torro se distinguent

■ Les clubs du Stade Oranais seniors et de Rugby club de Torro se sont illustrés au premier tournoi de rugby toutes catégories comptant pour le championnat wilaya, disputé samedi au stade de hai "Fellaoucen" (ex El Barki) à Oran. Chez les seniors, l'équipe du Stade Oranais a dominé tous ses adversaires, tandis que chez les jeunes catégories le Rugby club de Torro a raflé les premières places. Le rugby à 7 est un sport en plein essor connaît un engouement à travers le territoire national avec des affrontements très spectaculaires avec trois avants qui forment les mêlées et quatre arrières. La partie se joue en deux périodes de 7 minutes sur des mini terrains. Pour cette nouvelle saison, l'engagement des jeunes joueurs fut à la hauteur avec de belles actions dans

chaque rencontre et de beaux essais démontrant de très bonnes dispositions pour l'ovale. "Un tournoi en apothéose, dans lequel tous les joueurs ont montré un état d'esprit et du talent, ce qui est encourageant pour l'avenir", se sont félicités les organisateurs. "Les résultats importent peu. La prospective qui intéresse le plus. Il s'agit là d'un tout premier tournoi officiel", a indiqué le président de la ligue wilaya d'Oran de rugby, Saad Ahmed. Plus de 200 jeunes participants minimes, cadets, juniors et seniors de la wilaya d'Oran s'étaient donnés rendez-vous au stade de hai "Fellaoucen" pour l'ouverture officielle du championnat d'Algérie de rugby. Tous avaient hâte de toucher le ballon oval et de franchir la ligne adverse. Chacun a défendu son maillot avec vaillance et dans

un parfait esprit, offrant au public présent de belles prestations avec de l'engagement et surtout de beaux essais en bout de ligne après de belles passes entre coéquipiers. Cette compétition non stop d'une journée a regroupé huit formations, à savoir le club Miloua, le Sporting de Seddikia, le Chabab de Hassi Bounif, l'AS Bushido, le Stade Oranais, le Club Rugby de Misserghine, le Rugby club d'Arzew et le Rugby club de Torro. Cette première phase du championnat national comprend trois tournois de wilayas, à l'issue desquels les trois classés premiers dans chaque catégorie disputeront la phase régionale au mois de mars prochain. Le deuxième tournoi de wilaya se déroulera le mois de décembre au même stade, a-t-on indiqué.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Yémen

La nourriture est utilisée comme «arme de guerre»

La nourriture serait l'autre «arme de guerre» utilisée au Yémen, selon l'ONU qui a affirmé hier que des millions de civils risquent la famine.

«Le Yémen est au bord de la famine, le choléra aggrave une crise alimentaire dramatique et la nourriture est utilisée comme arme de guerre», a déclaré Elisabeth Rasmussen, directrice adjointe du Programme alimentaire mondial des Nations unies, lors d'une conférence sur l'aide au Yémen organisée à Riyad.

Le conflit au Yémen, qui oppose les rebelles houthis au gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi, a fait plus de 8 650 morts et quelque 58 600 blessés depuis mars 2015, date à laquelle une coalition militaire dirigée par l'Arabie Saoudite est intervenue contre les Houthis.

En raison de la poursuite du conflit, sept millions de personnes sont menacées de famine et 17 millions, soit 60% de la population, souffrent d'insécurité alimentaire.

Depuis avril, 2.100 autres personnes sont mortes du choléra, les hôpitaux n'obtenant pas de médicaments en raison des blocus portuaires et d'un embargo aérien.

Les parties en conflit sont accusées de ne pas protéger les civils dans ce que l'ONU a qualifié de «pire crise humanitaire du monde».

La coalition dirigée par les Saoudiens, qui contrôle l'espace aérien du Yémen et certains ports, a été ajoutée ce mois-ci à une liste noire de l'ONU dénonçant les pays et les parties commettant lors de conflits des exactions contre les enfants.

Les routes d'accès à la capitale yéménite Sanaa sont contrôlées par les Houthis et leurs alliés, les partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh. Les agences humanitaires ont averti que la fermeture de l'aéroport de Sanaa entrave la livraison d'aide qui doit maintenant transiter par le port de Hodeida (ouest), sur la mer Rouge.

R. N.

Chine

La population âgée atteindra 400 millions de personnes à la fin 2035

La population âgée chinoise a augmenté rapidement et devrait atteindre environ 400 millions de personnes fin 2035, a rapporté hier l'agence de presse *Chine Nouvelle* citant des estimations d'experts.

La Chine étant devenue une «société vieillissante» en 2000, la population âgée a connu une croissance annuelle d'environ 10 millions de personnes, a indiqué Zheng Gongcheng, chef de l'Association de la sécurité sociale de Chine (ASSC), lors d'un forum organisé ce week-end à Guiyang, capitale de la province chinoise du Guizhou.

D'ici la fin 2035, la population âgée pourrait atteindre environ 400 millions de personnes, faisant de la Chine une «société super-vieillesse». Selon les normes internationales, un pays ou une région est considéré comme une «société vieillissante» si les personnes âgées de 65 ans et plus représentent entre 7% et 14% de la population totale. Et une fois que ce taux dépasse 14%, le pays est considéré comme une «société super-vieillesse». M. Zheng a indiqué que la Chine faisait face à une situation sombre en matière de traitement de la population vieillissante, alors que le pays compte actuellement 240 millions de personnes âgées de plus de 60 ans, selon des données officielles. Les services pour les personnes âgées se développent rapidement, mais de manière déséquilibrée, a fait remarquer l'expert.

Reda A.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Bordj Badji Mokhtar

Des armes et une quantité de munitions saisies



Des armes et une quantité de munitions ont été saisies samedi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), et ce suite à une patrouille de reconnaissance menée près des frontières au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille de reconnaissance menée près des frontières au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire, un détachement de l'ANP

a saisi, le 28 octobre 2017, une mitrailleuse lourde de calibre 14,5 mm, une mitrailleuse de type PKT et une quantité de munitions», précise la même source.

«A Batna/5^e RM, un autre détachement de l'ANP a détruit quatre casemates pour terroristes contenant des subsistances de vivre, des médicaments et autres objets, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté deux éléments de soutien aux groupes terroristes», ajoute le MDN. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «des détachements de l'ANP ont intercepté, à

Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Salah/6^e RM, 17 personnes et saisi deux fusils de chasse, un camion, deux véhicules tout-terrain et 5 740 litres de carburants», tandis qu'un autre détachement a appréhendé, à Ouargla/4^e RM, «un narco-trafiquant en possession de 24,5 kg de kif traité». D'autre part, «des gardes-côtes ont déjoué, à Oran et Mostaganem/2^e RM, des tentatives d'émigration clandestine de 15 personnes, tandis que cinq immigrants clandestins de nationalité marocaine ont été interceptés à El Oued/4^e RM», conclut le communiqué.

T. L.

En présence de plusieurs personnalités

L'ancien ministre Mohamed Larbi Dmagh El Atrous inhumé

Le moudjahid et ancien ministre Mohamed Larbi Dmagh El Atrous, décédé samedi à l'hôpital militaire de Aïn Naâdja, a été inhumé hier après la prière du Dohr au cimetière de Chéragha à Alger.

L'enterrement a eu lieu en présence de plusieurs personnalités politiques, historiques et de membres du gouvernement, à leur tête le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja et le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci.

«Nous perdons aujourd'hui une grande figure de l'Algérie combattante. C'est un homme qui a sacrifié toute sa vie pour l'intérêt du pays et qui nous quitte à la veille de la commémoration du 63^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954», a déclaré le ministre des

Moudjahidine, Tayeb Zitouni, qui a assisté à l'enterrement du défunt.

Le défunt est né en 1924 à Ouled Hbaba (wilaya de Skikda), où il a reçu sa première instruction et s'est imprégné des valeurs et principes du militantisme dans les rangs du mouvement national. Emprisonné après le déclenchement de la guerre de Libération nationale jusqu'en 1955, le défunt poursuivra par la suite son parcours de lutte pour l'indépendance de l'Algérie et le recouvrement de sa souveraineté nationale.

Après l'indépendance, Mohamed-Larbi Dmagh El Atrous prendra part à l'édification des institutions de l'Etat algérien à travers les missions et les responsabilités qu'il assumera, dont celle de ministre de la Culture.

Reda A.

ACTU...

Police nationale

Arrestation de bandes criminelles

Les services de police de la wilaya de Batna ont récemment démantelé la bande criminelle qui avait agressé le président de l'équipe de football du Chabab Aurès Batna (CAB) et l'avait délesté d'une somme d'argent, a indiqué samedi un communiqué de la direction générale de Sûreté nationale (Dgsn). Le groupe est constitué de quatre individus, âgés de 19 à 23 ans, spécialisés dans le vol et l'agression contre personnes, a précisé la même source. L'affaire de l'agression contre le président du CAB remonte à la mi-septembre, lorsque la victime a été agressée dans un quartier de la ville de Batna par des inconnus qui ont usé d'une bombe lacrymogène et lui ont subtilisée sa mallette qui contenait une somme d'argent, a indiqué le même communiqué. Par ailleurs, les services de police de la wilaya de Tébessa ont démantelé un réseau criminel constitué de six individus et saisi plus de 25 kg de cannabis. Dans la wilaya de Djelfa, les brigades de la police ont procédé à la saisie d'une fusil de chasse sans autorisation et six jumelles. Par ailleurs, et dans deux opérations distinctes menées dans les wilayas d'El Oued et Sétif, les forces de police ont procédé à la saisie d'une quantité de boissons alcoolisées estimée à 1 690 unités, à la récupération d'une quantité de tabac à chiquer contrefait estimée à 2 400 sachets, ainsi qu'à l'arrestation de deux mis en cause, conclut le communiqué. (APS) R. L.

Mostaganem

Mise en échec d'une tentative de harga de 12 personnes

Les éléments des gardes-côtes de Mostaganem ont mis en échec, samedi au large, une tentative d'émigration clandestine de 12 personnes, a-t-on appris de leur groupement de wilaya. Une petite embarcation à moteur à son bord 12 personnes dont un mineur de 17 ans a été interceptée à de 12 miles marins au nord du port commercial de Mostaganem, a-t-on indiqué. Les candidats à l'émigration clandestine originaires de Mostaganem ont été transférés vers le port commercial où les unités de la Protection civile leur ont prodigué des premiers soins et une consultation médicale avant de les remettre aux services de la Sûreté et les présenter à la justice. Bilal L.

Fête de la Révolution

La journée de mercredi 1^{er} Novembre chômée et payée

La journée de mercredi 1^{er} Novembre, date du déclenchement de la Révolution pour l'indépendance, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, indique hier un communiqué de la direction générale de la Fonction publique et de la réforme administrative. Les personnels exerçant en travail posté sont, toutefois, tenus d'assurer la continuité du service, ajoute la même source.

G. L.

Mascara

Un séisme de magnitude 3,2 au nord-est de Sig

Un séisme de magnitude 3,2 sur l'échelle de Richter a été enregistré samedi à 19h45 au nord-est de Sig, dans la wilaya de Mascara, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag). L'épicentre du séisme a été localisé à 4 km au nord-est de Sig, a précisé le Craag.

L. Y.